

TOURISME DURABLE : UTOPIE OU RÉALITÉ ?

TOURISME INTÉGRÉ, TOURISME ÉQUITABLE,
TOURISME ALTERNATIF, TOURISME CITOYEN,
ECO-TOURISME...

NOUVELLES APPROCHES, NOUVELLES TENDANCES,
NOUVELLES CONCEPTIONS DU TOURISME.



LES ETUDES TECHNIQUES DE L'ASSOCIATION
Association Professionnelle de Solidarité du Tourisme
15, Avenue Carnot, 75017 Paris

Dossier réalisé en collaboration avec Stratégos

Sommaire

PAGE III	PRÉFACES
PAGE IV	INTRODUCTION
PAGE V	LE poids ET l'INFLUENCE DU SECTEUR TOURISTIQUE
PAGE V	LA PROBLÉMATIQUE DU TOURISME DURABLE
PAGE VI	LES DÉFINITIONS, FONDEMENTS, CAUSES ET CHEMINEMENTS DES NOUVELLES APPROCHES TOURISTIQUES
PAGE IX	LES PRINCIPES DIRECTEURS ET LES AVANTAGES DU TOURISME DURABLE
PAGE XI	LES MISES EN APPLICATION DES PRINCIPES ; LES LIMITES ET L'ÉVALUATION DU TOURISME DURABLE
PAGE XIV	LES ACTEURS ET LEURS IMPLICATIONS DANS L'ÉVOLUTION DU TOURISME DURABLE
PAGE XXI	LES MESURES À PRENDRE EN FAVEUR D'UN DÉVELOPPEMENT DU TOURISME DURABLE
PAGE XXVI	LES CONCLUSIONS

Il est dans le rôle de l'Association Professionnelle de Solidarité du Tourisme (A.P.S.) d'observer et de suivre les nouvelles tendances de la consommation touristique pour en informer ses adhérents.

C'est dans cet état d'esprit, après l'étude sur le « nouveau consommateur tourisme » présentée en 2002, qu'a été réalisée cette nouvelle étude technique consacrée au « Tourisme durable ».

La recherche de plus de sens dans les vacances fait, depuis quelques années, son chemin dans l'esprit de nombreux consommateurs, prêts désormais à payer un peu plus cher pour des voyages répondant à des critères rigoureux d'éthique. D'ailleurs, une étude récente de l'Observatoire Cetelem révèle, pour ces consommateurs, un véritable besoin de référence à des valeurs telles que le respect (de l'homme et de l'environnement), l'honnêteté (la transparence et l'intégrité), et la solidarité (la conscience de l'intérêt collectif).

Les professionnels du tourisme ne peuvent donc plus ignorer ces nouvelles demandes. Ils doivent désormais en tenir compte, par exemple dans leur programmation, dans le choix de leurs fournisseurs ou dans la présentation de leurs programmes.

Engager une réflexion sur ces enjeux futurs et leurs conséquences dans le domaine du tourisme, tel est l'objet de la présente étude réalisée à partir de nombreuses documentations, réflexions et prises de position sur le Tourisme durable.

Préserver le patrimoine et l'authenticité des destinations touristiques est de l'intérêt de tous et de chacun. Avant tout, celui des populations concernées mais aussi et autant celui des professionnels qui assurent ainsi la sauvegarde et l'avenir de leur métier.

PRÉFACES

*Par Tokia Saïfi, Secrétaire d'Etat
au développement durable*

Depuis le sommet mondial de Rio sur le développement durable, chaque pays a pris des engagements pour avancer dans cette démarche et chaque secteur professionnel a essayé de la mettre en œuvre. C'est le cas pour le secteur du tourisme qui a peu à peu fait émerger le concept de tourisme durable, tant dans le domaine international qu'au plan national. En France, comme en Europe, les initiatives locales se sont multipliées, soutenues par l'Etat et les collectivités territoriales (régions et départements), répondant ainsi à une nouvelle sensibilité du public.

Pour les destinations de pays en développement, la démarche du tourisme durable (équitable et solidaire) a été d'abord adoptée par un groupe d'associations et de professionnels du voyage et de l'aventure, conscients des risques pour la préservation de certains territoires vierges, mais aussi du risque de perturbation de communautés fragiles que fait peser le développement d'un tourisme de masse.

Le document préparé par l'Association de Solidarité du Tourisme (APS) montre que ce souci de proposer aux touristes une autre forme de tourisme est largement partagé par des agences françaises du voyage d'aventure ou des organisations non gouvernementales. Ce document apporte un autre enseignement : le tourisme durable n'est plus à inventer mais à conforter et à diffuser. Il appartient à tous les acteurs du tourisme, les professionnels et les ONG, les communautés locales et les gouvernements de jouer leur partie. Pour promouvoir cette démarche, le ministère de l'Ecologie et du Développement durable s'efforce de s'impliquer davantage dans la coopération Nord-Sud et dans le transfert de savoir-faire.

*Par Léon Bertrand, Secrétaire
d'Etat au tourisme*

Alors que le souci d'un développement durable est une préoccupation essentielle, il était important de prendre en considération ses déclinaisons dans le secteur touristique. L'étude réalisée par l'APS présente de façon exhaustive les différentes formes du tourisme durable. Elle a aussi le mérite de poser très clairement les enjeux qui attendent l'industrie et les acteurs du tourisme à l'aube de ce siècle et de proposer des pistes de réflexion particulièrement pertinentes.

Parce que le tourisme reste, en ces temps troublés, le vecteur d'échange culturel entre les peuples, qu'il participe à l'apprentissage d'autrui, à la confrontation des cultures dans ce qu'elles ont de plus accueillant et de plus chaleureux, il convient de prendre en compte la nécessaire intégration de l'activité touristique dans le développement durable.

Faire en sorte que la structure d'accueil soit un élément interactif de son environnement, qu'elle favorise la complémentarité entre la nouvelle activité et le contexte local, qu'il soit économique, social ou environnemental, voilà l'enjeu d'un tourisme durable.

L'étude de l'APS participe à cette réflexion et je ne puis que me féliciter de sa qualité.

*Par Francesco Frangialli,
Secrétaire général de
l'Organisation mondiale du tourisme*

L'année 2002 a marqué un tournant majeur dans le rapprochement du tourisme et de la notion de durabilité. En premier lieu, parce que cette année a été déclarée « Année internationale de l'écotourisme » (AIE) par les Nations Unies. Cela a permis d'amener les gouvernements à prendre conscience des enjeux d'un développement responsable de ce segment du marché qui se veut le fer de lance du secteur du tourisme en matière de respect de l'environnement et d'équité. De nombreuses conférences, dont le Sommet mondial de l'écotourisme à Québec (Canada), et de multiples publications de l'Organisation mondiale du tourisme ont contribué à cet effort.

En second lieu, 2002 a vu la tenue du Sommet mondial du développement durable (SMDD) à Johannesburg (Afrique du Sud) qui, contrairement à celui de Rio dix ans auparavant, a abordé de plein pied le thème du développement touristique. L'accent a notamment été mis sur l'énorme potentialité du tourisme, s'il est développé et géré selon les critères de durabilité, à contribuer à la lutte contre la pauvreté dans le monde.

Pour atteindre l'ensemble de ces objectifs, il est nécessaire qu'en plus de l'appui des gouvernements et de la ferme volonté des entreprises, la société civile s'engage elle aussi afin de réellement provoquer le changement concret de nos modes de vie et de consommation. Cet ouvrage est un maillon de cet engagement, et je suis confiant qu'il contribuera à la diffusion des principes de durabilité auprès du secteur du tourisme tout entier et de ceux qui font appel à ses services.

L'exploitation permanente par les êtres humains a ravagé notre Terre nourricière.

INTRODUCTION

« La Terre est le berceau de la vie, un patrimoine commun à toute l'espèce humaine.

Une étude approfondie de l'évolution de la Terre sur 4,6 milliards d'années indique que 10 000 ans environ ont été consacrés à l'ère agricole et 200 années à la révolution industrielle. Et, ce faisant, une civilisation et une société extraordinaires ont vu le jour. Mais l'exploitation permanente par les êtres humains a ravagé notre Terre nourricière. Un certain nombre de problèmes – pollution et dégradation environnementales, destruction écologique, expansion démographique, pénurie de ressources notamment – menacent de plus en plus le développement et la survie humaine. Ces problèmes nous obligent tous à réévaluer la voie empruntée par les êtres humains et à réfléchir à la question.

Au cours de la longue histoire de l'humanité, trente ans ne représentent qu'un clin d'œil. Pourtant, depuis trois décennies, la société fait des efforts constants pour sauver notre patrimoine malade. Même s'il existe des différences et des débats en matière de protection environnementale, l'effort commun entrepris par toutes les nations pour aborder la crise environnementale et sauver la planète est devenu une immense tendance historique. »

Xie Zhenhua
Ministre de Chine.

Les consommateurs des années 1950/1960 entraient de plein pied dans la production standardisée et la production de masse ; ceux des années 1970/1980 étaient marqués par l'hyper individualisme flattant leur narcissisme ; la décennie 90 voit brutalement le décor changer : les tensions, les inquiétudes sur l'évolution du monde (conflits, sida, envol du chômage, insécurité...) et les mutations de la société salariale pèsent fortement sur les comportements.

Encore empêtré dans ses contradictions, le "nouveau consommateur" se détache peu à peu de la société de consommation dans ce qu'elle a de plus absurde : consommer pour consommer. On assiste à une prise de conscience et une volonté d'agir. Le besoin de calme et de ressourcement se fait sentir. L'écologie, la tradition, le respect... orientent les choix.

Ce nouveau type de consommateur, défini par la revue *Touriscopie* comme un consommateur "deux en un" est : « constamment tiraillé entre les pulsions de la société de consommation et celles que la culture, l'histoire et le moi profond lui commandent, l'incitant à une quête de vrais repères ». Il commence à réaliser que chaque individu doit faire preuve de plus de solidarité. Il aspire à une certaine réconciliation avec lui-même, à la fois en tant que citoyen, salarié et consommateur.

Le consommateur réfléchissant davantage aux conséquences de ses actes (utilisation croissante des ressources, multiplication des déchets, exploitation des pays émergents), une profonde modification dans les comportements et les pulsions d'achat en découle. La "consommation engagée" s'avère donc, peut-être, l'un des thèmes porteurs de la décennie 2000-2010.

La consommation qui s'accompagne de sens est désormais privilégiée. Les nouveaux consommateurs attendent des entreprises qu'elles prennent en compte certains problèmes de société dans l'exercice de leur activité. « Le succès à long terme d'une entreprise, souligne l'Observatoire Cetelem, dépend aujourd'hui non seulement du respect rigoureux des règles du jeu économique, mais également de la référence à des valeurs supérieures telles que le respect (de l'homme et de l'environnement), l'honnêteté (la transparence et l'intégrité) et la solidarité (la conscience de l'intérêt collectif) ». Une étude menée par Fleishman-Hillard et Ipsos sur le territoire national vient confirmer ces observations. Elle révèle que : « neuf clients sur dix seraient disposés à privilégier les produits qui démontrent une action citoyenne et sept clients sur dix accepteraient de payer plus cher un produit éthiquement correct ».

Aux Etats-Unis, les guides d'achats pour les consommateurs citoyens "Shopping for a Better World" ou en France, la filière Max Havelaar (qui prône le commerce éthique) et Artisans du Monde tentent de promouvoir les filières de développement durable des pays pauvres.

Avec l'arrivée de ces nouvelles tendances de consommation et l'apparition de nouveaux types de consommateurs ("entrepreneur", "deux en un", "citoyen"), les termes de Tourisme intégré, Tourisme durable,

Tourisme équitable, Tourisme citoyen, Tourisme éthique, Eco-Tourisme... entrent dans le « jargon » des professionnels et des experts du Tourisme.

Les campagnes pour consommer “différent”, “responsable” ou “éthique”, qui ont déjà touché en partie le marché des biens de consommation, vont-elles atteindre le secteur du tourisme ? On peut le penser : l’introduction du rapport du Secrétaire Général du Conseil Economique et Social des Nations-Unies sur le “développement du tourisme durable” affirme : « Dans de nombreux pays, la demande d’un nouveau type de tourisme est en progression et pose de nouveaux défis à l’industrie touristique, aux Pouvoirs publics et à la communauté internationale ».

INFLUENCE

LE POIDS ET L’INFLUENCE DU SECTEUR TOURISTIQUE

Dans le concept général du “développement durable”, le tourisme apparaît, par son rôle et son influence sur l’environnement, l’économie ou les relations humaines et sociales, comme l’une des activités de base. Selon l’Organisation Mondiale du Tourisme, en 2010, on peut prévoir un milliard d’arrivées internationales à l’échelle de la planète et, en 2020, 1,6 milliard. D’ici 2020, les arrivées de touristes en Europe atteindront 717 millions, soit plus de deux fois le record de 1995 !

Le secteur touristique constitue également un puissant moteur de développement économique, en raison de ses effets multiplicateurs et d’entraînement sur le reste de l’économie. C’est aussi un important pourvoyeur d’emplois : « En dépit des crises et des récessions, le tourisme a enregistré des taux de croissance

Le tourisme est considéré comme un leader de la globalisation et même le moteur du développement.

supérieurs à la moyenne au cours des dernières années, ce qui l’a projeté parmi les branches économiques les plus importantes du monde. Avec plus de 200 millions de salariés, il est aussi devenu l’un des premiers employeurs au monde. De ce fait, le tourisme est considéré comme un leader de la globalisation et même le moteur du développement du XXI^e siècle, s’imposant notamment comme le secteur d’avenir dans toutes les régions endettées de la planète ».

L’influence du Tourisme est indéniable. Son impact socioculturel est assurément, avec l’impact économique, l’un de ses plus importants effets induits. Cette activité incite à la sauvegarde, et procure les moyens financiers nécessaires à la protection, l’amélioration et même la réhabilitation du patrimoine culturel mondial.. Le tourisme est aussi considéré comme un facteur de valorisation et de promotion des coutumes, des métiers et des cultures locaux, contribuant à la reconnaissance et au respect de la pluralité des identités culturelles.

Pour beaucoup d’observateurs, dont ceux de la Commission du Développement Durable du Conseil Economique et Social de l’ONU, le tourisme peut contribuer à la protection de l’environnement, à la préservation de la diversité et à l’exploitation durable des ressources naturelles, notamment en faisant prendre conscience de la valeur des

patrimoines écologiques et culturels. Cette commission souligne que « certaines zones, en particulier les parcs, les aires protégées et les sites culturels ou naturels demeurent des atouts essentiels pour l’essor de l’industrie touristique. Celle-ci peut donc contribuer à leur conservation, en apportant des ressources financières au service de l’environnement tout en lui assurant une meilleure gestion ».

PROBLÉMATIQUE

LA PROBLÉMATIQUE DU TOURISME DURABLE

Peut-on et doit-on envisager le tourisme comme une « option de développement pour une société... et à quel prix ? »

Dans les années 80-90, des études réalisées dans plusieurs pays du Sud démontraient que, loin d’apporter un bénéfice économique, le tourisme avait tendance à aggraver la pauvreté et la dégradation des milieux socioculturel et environnemental, particulièrement dans les secteurs défavorisés des communautés hôtes. Pour beaucoup de ces pays, le tourisme était une industrie nouvelle qui, en raison de la pauvreté et de la dette contractée, dépendait presque entièrement des investissements étrangers pour les infrastructures touristiques. Les incitations généreuses offertes aux compagnies étrangères par les Pouvoirs publics

Un tourisme facteur de modernité économique peut-il être aussi facteur d'intégration?

sonnalités du tourisme, d'un développement touristique harmonisé).

DÉFINITIONS

LES DÉFINITIONS, FONDEMENTS, CAUSES ET CHEMINEMENTS DES NOUVELLES APPROCHES TOURISTIQUES.

locaux pour investir dans le tourisme aboutissaient parfois à dépeupler l'économie et les communautés locales de leurs maigres ressources. Autre conséquence, les importations – supérieures aux exportations – s'accroissaient démesurément afin de répondre aux goûts et désirs des touristes.

De telles situations révélèrent, dans un certain nombre de pays en développement, que le coût de l'introduction du tourisme, en tant qu'industrie, était parfois plus élevé que les bénéfices retirés...

Parallèlement, un nombre de plus en plus important d'experts s'élevaient contre les conséquences de cette nouvelle ère du "Fast Tourism" car, à leurs yeux, "le tourisme de masse gommait les différences, stéréotypait les villes du monde, freinait la spontanéité et aggravait les atteintes à l'environnement".

Le développement touristique n'a pas fini de susciter des controverses, d'autant plus vives qu'elles s'appuient sur des attitudes parfois manichéennes et souvent tranchées. D'un côté, des analyses considèrent le tourisme comme moteur et pivot de développement et comme instrument exceptionnel d'ouverture, d'échanges interculturels, de désenclavement et d'aménagement territorial. De l'autre, avec des arguments tout aussi convaincants, les jugements se font plus sévères sur l'activité touristique définie comme: "mirage économique", "vecteur

d'acculturation et de déstructurations sociale, psychologique et environnementale", "porteur de fragilité", "synonyme de dépendance"...

En tout état de cause, et quelle que soit la position que l'on adopte, il faut bien admettre que les effets de l'activité touristique – tant positifs que négatifs – dans les domaines économique, social, culturel et environnemental engendrent, depuis quelques années, une prise de conscience sur la nécessité d'en maîtriser le développement. C'est dans cette perspective que les organismes internationaux, les Etats, les professionnels, les associations, les syndicats et les ONG concernés ont fait de nombreuses recommandations, dont l'intérêt est indiscutable, et pris de multiples initiatives, dont les résultats restent cependant, pour le moment, limités en raison des difficultés que rencontre leur mise en application.

Ces réalités complexes et divergentes, après quarante années de développement touristique qui n'ont pas toujours donné les résultats escomptés, soulèvent la question concomitante à celle d'un tourisme facteur de modernité économique : le tourisme peut-il être aussi un facteur de développement et d'intégration? À l'enjeu du développement vient s'ajouter un enjeu sociétal qui est peut être aujourd'hui "l'enjeu fondamental" des années à venir (d'où la nécessité, comme le soulignent de nombreux experts et per-

On ne peut évoquer l'enjeu du Tourisme durable, ses principes, ses avantages et ses limites, sans au préalable en définir ses différentes appellations et rappeler ses fondements et ses causes.

1 - DÉFINITIONS.

Tourisme intégré, Tourisme durable, Tourisme équitable, Tourisme alternatif, Tourisme citoyen, Eco-tourisme... les dénominations sont pléthoriques ; faisons le point.

- Le Tourisme intégré concernait, à l'origine, les formes de tourisme, expérimentées en Casamance (Sénégal) dans les années 60-70 (à l'initiative du Français Christian Sanglio), reposant sur l'intégration des activités touristiques à la vie locale et au service du développement. Précurseur du tourisme durable, il s'oppose au "tourisme enclavé", lequel est plaqué sur un environnement préexistant qu'il détruit parfois, dont le tourisme balnéaire et les stations de ski en sont les exemples les plus fréquents.

- Le Tourisme équitable est un concept récent, qui se réfère à celui du "commerce équitable" dans lequel s'établit une relation juste entre l'hôte du pays d'accueil et le consommateur. Il propose une rémunération correcte du producteur (l'hôte du pays d'accueil) et réduit les aléas du commerce entre régions consommatrices riches et régions productrices pauvres et dépendantes.

L'adaptation de la notion "d'équité" au tourisme reste cependant encore délicate à cause de la complexité d'un marché touristique qui n'est pas réductible à une simple transaction entre producteurs et consommateurs, le "produit touristique" (qui n'est parfois qu'un paysage gratuit ou un loisir importé) étant lui-même un produit complexe.

- Le Tourisme alternatif comporte une connotation éthique pour ceux qui cherchent une alternative aux effets négatifs du tourisme (bouversements sociaux, perte de l'identité culturelle, détérioration du patrimoine naturel...) et qui souhaitent mettre en avant tous les éléments qui constituent l'identité d'un pays (culture, histoire, environnement...). Le tourisme alternatif suppose également que les activités soient gérées majoritairement, voire exclusivement, par les populations locales. Cette forme de tourisme représente l'une des activités sans doute la plus adaptée pour permettre à des populations en difficulté d'augmenter leurs sources de revenus et d'améliorer leur niveau de vie.

- La notion d'Eco-tourisme fut d'abord un concept créé pour décrire un voyage de découverte dans une nature préservée, avec l'accent mis plus particulièrement sur l'éducation et la sensibilisation au milieu. Pour la Société Internationale de l'Eco-tourisme, il s'agit « d'un tourisme responsable en milieux naturels qui préserve l'environnement et participe au bien-être des populations locales » et pour l'Union Mondiale de la Conservation (World Conservation Union), c'est « la visite de milieux naturels relativement intacts, comportant une implication socio-économique des populations locales qui est à la fois active et bénéfique. L'une des bases de l'éco-tourisme étant bien entendu la conservation des milieux naturels, mais égale-

Le tourisme constitue le défi le plus important du monde en développement.

ment une façon d'apporter une aide financière tout en développant et valorisant le niveau de vie de la communauté locale ».

- Le Tourisme citoyen, partant du principe défini par certaines associations militantes, dont ATTAC, selon lesquelles « il faut agir par la consommation et agir pour consommer autrement, le choix de consommation étant un outil de la démocratie, quasiment un acte politique » prend ses distances et se radicalise par rapport aux autres formes de tourisme. Les mouvements de tourisme citoyen n'hésitent pas pour certains « à boycotter des pays ou des régions à leurs yeux politiquement incorrects ».

- Le Tourisme durable, selon l'OMT, « consiste à répondre aux besoins des touristes actuels et à ceux des communautés d'accueil tout en protégeant l'environnement et en développant des opportunités pour le futur. C'est adopter une approche de gestion de sorte que les ressources économiques, sociales et la qualité de l'environnement puissent être exploitées tout en maintenant l'intégrité culturelle et en protégeant les systèmes dans leur diversité (notamment faune et flore) ».

Pour la clarté de l'exposé, nous privilégierons le terme de Tourisme durable, concept global s'appliquant à l'ensemble des différentes approches touristiques.

2 - FONDEMENTS ET CAUSES DES NOUVELLES APPROCHES TOURISTIQUES.

« Le Tourisme est la migration la plus massive de l'histoire de l'Humanité et elle se produit chaque année. À moins que le tourisme ne soit convenablement géré, il peut devenir un engin de destruction plutôt qu'un moteur de l'évolution humaine. Les pays qui ne se sont pas préparés pour le tourisme vont être submergés et leurs sociétés littéralement dénaturées. Voilà pourquoi le tourisme constitue le défi le plus important du monde en développement » prévient Ted Manning, expert international et spécialiste du tourisme durable.

Cette position, partagée par de nombreux scientifiques, experts, associations, professionnels et politiques, explique déjà que, dans les années 80 et au début de la décennie 90, quelques gouvernements et organisations non gouvernementales s'étaient penchés sur les conséquences négatives du tourisme, notamment au niveau de la précarité de l'emploi, de l'exploitation des enfants, de la prostitution, de la disparition des traditions, de l'érosion des valeurs culturelles et de la dégradation de l'environnement des sites touristiques et naturels.

Examinons quelques-uns des griefs les plus souvent reprochés au tourisme.

Au niveau économique, de plus en plus nombreux sont ceux qui admettent maintenant qu'une crois-

L'industrie touristique est plus que d'autres susceptible de causer des effets négatifs.

sance incontrôlée d'un tourisme visant le profit à court terme a fréquemment des effets négatifs sur l'environnement et les sociétés, en détruisant les bases mêmes sur lesquelles le tourisme est construit et prospère.

Dans son ouvrage : "Tourisme et Tiers-Monde, un bilan controversé", Georges Cazes démontre la corrélation existant entre flux touristique et inflation. On peut observer très souvent, notamment dans les pays les plus défavorisés, que le volume de touristes provoque un accroissement des prix qui engendre des frustrations importantes chez les populations locales. En effet, celles-ci ne peuvent plus consommer leurs propres produits, en quelque sorte réservés aux étrangers disposant de moyens financiers supérieurs.

Au niveau socioculturel, l'apparition de certaines pratiques touristiques – dont les plus scandaleuses sont le tourisme sexuel et l'exploitation du travail des enfants – peuvent engendrer des coûts sociaux importants et exercer des effets déstabilisants pour les communautés d'accueil, tels que l'éclatement des structures traditionnelles et familiales, la paupérisation, le développement de la mendicité, la déstructuration culturelle au profit d'une sous-culture "folklorisée".

Dans ce domaine, la pression foncière joue elle aussi un rôle déterminant et peut contraindre les habitants de lieux touristiques à quitter leur domicile habituel (constructions

d'aéroports, réseau routier, complexes hôteliers, terrains de golf, centres de sports nautiques, randonnées 4x4 ...) Dans certains cas, les projets touristiques motivent le déplacement forcé de la population et opèrent une ponction sur des ressources rares, comme l'eau (sous les tropiques, un touriste use en moyenne entre 7 et 10 fois plus d'eau qu'un paysan pour arroser ses champs et nourrir sa famille), au détriment des communautés.

Souvent, et c'est un point important de l'analyse, on remarque que ces effets sont plus prononcés pour les économies en transition et en développement, plus fragiles et donc plus sensibles aux phénomènes d'acculturation.

Si les coûts sociaux et culturels sont fortement dépendants de la capacité des autorités locales à maîtriser et gérer les flux touristiques, notons qu'ils augmentent lorsque l'activité touristique tend à se substituer intégralement à d'autres secteurs d'activités en puisant aux mêmes ressources.

Aussi, n'est-il pas interdit de penser, comme le font certains experts, professionnels et sociologues, que le tourisme peut favoriser le développement d'une "monoculture" économique et accroître la vulnérabilité des sociétés concernées.

- Au niveau de l'environnement, du fait des ressources qu'elle consomme, de la pollution et des déchets résultant du développement des infrastructures, de l'intensification des

transports et des activités qu'elle génère, l'industrie touristique est plus que d'autres susceptibles de causer des effets négatifs. Le traitement et l'élimination des déchets sont en effet des problèmes particulièrement préoccupants pour les pays qui ne disposent pas des infrastructures, des moyens financiers ou des ressources physiques pour les résoudre. Ce phénomène va d'ailleurs devenir au fil des années une question des plus critiques, notamment pour les petits Etats insulaires en développement.

Que ce soit au niveau environnemental, économique ou socioculturel, les tenants de la thèse d'un impact négatif du tourisme soulignent avec fermeté que le développement touristique implique des choix. Force est de constater que ces choix, actuellement, se font trop souvent au détriment des besoins des populations et du respect de leurs droits. De plus, soulignent toujours les tenants de cette thèse, l'instabilité inhérente à l'activité touristique, liée aux aléas politiques, sociaux, économiques et climatiques constitue un facteur aggravant pour ceux qui en dépendent exclusivement ou fortement (baisse brutale de la fréquentation lors de périodes de troubles socio-politiques, de calamités naturelles ou de fléchissement de la conjoncture économique dans les pays émetteurs...) Cette dépendance excessive à l'égard d'un seul pays émetteur de touristes augmente encore plus les risques. Seules une réglementation drastique, une meilleure gestion de l'industrie touristique et l'auto-surveillance réussiront à redresser la situation.

« L'objectif ultime est d'éviter que le tourisme ne mange son blé en herbe, qu'il n'érode les atouts qui ont d'abord attiré les touristes. Si cette mission est menée à bien, le tourisme deviendra une force à l'appui d'un développement plus durable et c'est l'industrie touristique tout en-

tière et les destinations ciblées qui en profiteront ».

La relation entre tourisme et développement durable constitue ce que l'on pourrait appeler une situation classique de type "gagnant-gagnant" pour tous ceux qui feront le choix de s'y impliquer.

3 - ÉTAPES VERS UNE NOUVELLE ÉTHIQUE DU TOURISME.

Pour amener les différents acteurs de l'industrie touristique à adopter un comportement plus responsable, puis intensifier et coordonner les actions en ce sens, un long chemin a dû et devra encore être parcouru.

Dès les années 60, quelques associations "avant-gardistes" dénoncent l'impact "destructeur" du tourisme sur les cultures locales. Ensuite, se succèdent, en 1972, le Sommet des Nations Unies sur l'Homme et l'Environnement ; en 1982, la Conférence du tourisme mondial d'Acapulco ; la déclaration de Manille sur le tourisme mondial en 1985 ; en 1985, sont adoptés par l'OMT, à Sofia, la Charte des droits du tourisme et le Code de conduite du tourisme. La conférence de Rio de 1992 souligne la nécessité de modes de développement plus aptes à préserver les ressources de la planète.

En 1994, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe élabore une recommandation aux Etats membres ; puis, se tient la Conférence Mondiale du Tourisme durable, à Lanzarote, en 1995, qui définit une Charte du Tourisme Durable. L'Agenda 21 pour l'industrie du tourisme et du voyage est arrêté en 1996 : c'est la transposition au secteur du tourisme de la déclaration de Rio de juillet 1992 sur l'Environnement et le Développement signée par 178 Etats membres des Nations Unies.

Garantir aux générations futures des conditions de vie au moins équivalentes aux nôtres.

En 1999, l'Organisation Mondiale du Tourisme adopte un Code d'éthique du tourisme qui reprend l'essentiel des conférences onusiennes. La même année, "la Commission du développement durable" (CDD7), organisme de l'ONU chargé de superviser la mise en application des décisions du processus de Rio, élabore un programme d'action dans le domaine du tourisme. En France, la Charte "Tourisme et éthique", inspirée du Code mondial d'éthique de l'OMT, est lancée en 2000. Grâce à une politique volontariste du Secrétariat d'Etat de Michèle Demessine, du SNAV et du CETO, elle est maintenant signée par bon nombre de professionnels du secteur.

En octobre 2001, l'Assemblée Générale de l'OMT, à Séoul et Osaka, constitue un Comité Mondial d'Éthique du Tourisme. En mai 2002, au Québec, le Sommet Mondial de l'Eco-Tourisme définit les interventions que devraient faire en partenariat tous les acteurs impliqués dans l'éco-tourisme afin que son développement puisse effectivement se dérouler dans le respect de l'environnement, des écosystèmes et des populations.

Enfin, en août 2002, à Johannesburg, une conférence de l'ONU : « Rio + 10 », obtient des résultats mitigés, néanmoins un plan d'action sur le développement durable a finalement été adopté par les 192 pays représentés.

AVANTAGES

LES PRINCIPES DIRECTEURS ET LES AVANTAGES DU TOURISME DURABLE

1 - PRINCIPES DIRECTEURS.

On ne peut évoquer les principes directeurs des nouvelles approches touristiques sans parler auparavant du "développement durable" dont elles sont en grande partie issues. Le développement durable peut être l'une des orientations maîtresses du XXI^e siècle sur laquelle se fondent plusieurs secteurs d'activité parmi lesquels le Tourisme.

Le développement durable préconise une attitude qui vise à "garantir aux générations futures des conditions de vie au moins équivalentes à celles que nous connaissons".

Tout en soulignant que les définitions du "développement durable" ont donné lieu à différentes interprétations, celles-ci cependant correspondent à trois types de préoccupations – économiques, sociales et environnementales – qu'il convient de réconcilier. Ainsi,

- la durabilité sociale et culturelle doit garantir un développement permettant aux individus de mieux maîtriser leur vie en étant compatible avec la culture et les valeurs de ces personnes, afin de renforcer et entretenir l'identité communautaire ;
- la durabilité économique doit garantir un développement économi-

Le développement durable est un processus qui se déroule sans dégrader ni épuiser les ressources.

quement efficace et des ressources gérées de manière à pouvoir subvenir aux besoins des générations futures ;

- la durabilité écologique doit garantir un développement compatible avec le maintien des processus écologiques essentiels, de la diversité et des ressources biologiques.

Il va sans dire qu'une très grande partie de ces préoccupations se retrouvent de manière très concrète dans le domaine du tourisme, secteur dont on sait qu'il peut apporter une contribution décisive au développement durable, notamment en améliorant le bien-être des populations, en favorisant un comportement responsable des touristes ou en facilitant la gestion du patrimoine naturel et culturel.

C'est à partir de cette notion générique de "développement durable" que s'est greffée toute cette série de nouvelles approches touristiques (Tourisme intégré, Tourisme équitable, Tourisme alternatif, Tourisme citoyen, Eco-tourisme) regroupées au sein de ce qu'il convient désormais d'intégrer sous le vocable de Tourisme Durable.

Ainsi, l'idée d'un développement durable du tourisme reprend à son compte les trois dimensions que sont l'écologie, l'économie et le socio-culturel, répondant en grande partie à la nécessité d'un nouveau regard sur les orientations possibles et souhaitables de l'industrie touristique.

L'OMT, dans un document intitulé

"Développement d'un tourisme durable : Guide à l'intention des planificateurs locaux", permet de mieux encore en saisir les principes : « La planification du tourisme dans le contexte de l'aménagement global du territoire est la base du développement intégré, maîtrisé et durable de ce secteur. Elle doit tenir compte des différentes composantes de la mise en valeur touristique en fonction des marchés touristiques et de l'environnement local (nature, cadre bâti et environnement socio-économique). Le développement durable est un processus qui se déroule sans dégrader ni épuiser les ressources qui lui permettent de se développer. On y parvient en général en gérant les ressources de sorte qu'elles puissent se renouveler au même rythme que celui de leur exploitation, ou en renonçant à exploiter une ressource qui se régénère lentement pour en employer une autre qui se régénère plus vite. De la sorte, les ressources peuvent continuer à subvenir aux besoins des générations tant présentes qu'à venir ».

Le tourisme durable peut donc se caractériser comme un modèle de développement économique destiné à :

- améliorer la qualité de vie de la communauté recevant le visiteur ;
- offrir au visiteur une expérience de première qualité ;
- maintenir la qualité de l'environnement sur laquelle comptent à la fois le visiteur et la communauté qui l'accueille.

2 - AVANTAGES DU TOURISME

DURABLE.

Les principaux avantages du tourisme durable peuvent se résumer comme suit :

- le tourisme durable favorise la compréhension des effets du tourisme sur les environnements naturel, culturel et humain ;

- le tourisme durable assure une juste répartition des bénéfices et des coûts, permettant de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des populations locales ;

- le tourisme durable, en faisant participer à la prise de décision tous les segments de la société, y compris la population locale, permet la coexistence des touristes et des autres utilisateurs de ressources ;

- le tourisme durable, en associant les populations locales à ses activités économiques, permet à ces dernières la création de nouveaux emplois et de nouveaux revenus ainsi que l'élargissement des marchés pour les produits locaux et donc de meilleures chances de formation professionnelle et d'ascension rapide ;

- le tourisme durable, en associant les communautés et les pays à ses activités, permet de nouvelles possibilités d'investissements pour les entreprises locales (et donc l'augmentation des recettes publiques), l'amélioration de l'infrastructure, des équipements et des services collectifs, la mise en place de soins médicaux et l'application d'une demande sécuritaire ;

- le tourisme durable pousse à préserver les sites archéologiques, les bâtiments et les quartiers historiques tout en contribuant à en payer les travaux ;

- le tourisme durable renforce la fierté des communautés locales et permet d'approfondir la compréhension et les échanges entre des peuples aux horizons différents ;

- le tourisme durable, respectueux de l'environnement, peut contribuer

à le préserver et démontre l'importance des ressources naturelles et culturelles pour le bien-être économique et social de la communauté ;
- le tourisme durable favorise la protection des zones naturelles, notamment en procurant des avantages économiques aux communautés d'accueil, aux organismes et aux administrations qui veillent à la préservation des zones naturelles ;
- le tourisme durable (en s'identifiant aux objectifs du développement durable) protège et préserve la planète et donc l'avenir des générations futures.

Ces avantages semblent répondre parfaitement au sentiment de Normand Hall, spécialiste en développement touristique, définissant le tourisme durable de la manière suivante : « C'est une façon de voyager sans nuire aux gens que l'on visite. Cela veut dire que même si on n'est pas chez soi, il faut faire attention à l'environnement et il faut respecter les coutumes et les habitudes de vie des gens que l'on visite ».

L'explosion rapide du tourisme implique que les destinations touristiques traditionnelles et nouvelles ont vu, voient et verront leur environnement naturel, culturel et socio-économique faire l'objet de pressions toujours plus grandes.

Si l'on admet les principes selon lesquels une croissance incontrôlée et visant le profit à court terme a fréquemment des effets négatifs, il a fallu beaucoup de temps, et comme nous l'observerons ci-après, il en faudra certainement encore beaucoup pour que le tourisme durable se structure, prenne toute sa dimension et reste dans des approches concrètes et réalistes.

Le tourisme durable, c'est une façon de voyager sans nuire aux gens que l'on visite.

Application

LES MISES EN APPLICATION DES PRINCIPES, LIMITES ET EVALUATION DU TOURISME DURABLE.

Si l'on assiste depuis quelques années à une réelle volonté de mettre en application les principes du tourisme durable, et si les divers acteurs s'accordent sur les buts et la façon d'aborder cette mise en place, il n'en demeure pas moins que des difficultés apparaissent, ralentissant quelque peu leurs applications et faisant exister un décalage persistant entre l'affirmation de ces principes et leur mise en œuvre effective.

1 - MISES EN APPLICATION DES PRINCIPES DU TOURISME DURABLE.

Les organisations onusiennes sont en pointe pour faire connaître et promouvoir le développement du tourisme durable. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement a noué des partenariats avec les associations internationales de professionnels du tourisme et leur communique régulièrement des informations et des exemples de "bonnes pratiques écologiques".

Dans la même démarche, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement a élaboré un "Environmental Code of Conduct for Tourism" et, depuis 1997, l'OMT organise (en collabo-

ration avec le WTTC et le Conseil de la Terre) des séminaires régionaux sur l'Agenda 21 et son application locale, en mettant au point un "Practical Guide to the Development and use of Indicators of Sustainable Tourism" destiné aux gestionnaires du tourisme.

Parallèlement à ces démarches, de plus en plus souvent, les critères du tourisme durable interviennent dans la détermination de l'aide internationale, multilatérale ou bilatérale, accordée aux projets de développement touristique.

Ainsi, l'UNESCO et le PNUE, qui financent de grands projets de conservation de sites culturels ou naturels classés "patrimoine de l'humanité" ont, durant les années 1988 à 1998, établi des partenariats avec l'OMT, la Banque Mondiale, le PNUD ainsi qu'avec des entreprises privées, des gestionnaires de sites et des spécialistes en vue d'une protection à long terme du patrimoine culturel.

Par ailleurs, l'UNESCO soutient une large gamme de projets de tourisme culturel, tels les réseaux de 20 "villes de culture" européennes, pour mieux gérer les flux touristiques et valoriser le patrimoine. Ainsi, avec des acteurs publics et privés, a été rédigé un code de conduite pour un développement durable du tourisme au Sahara et pour la sauvegarde, dans le cadre du projet "Mémoire du Futur", du patrimoine culturel de Pétra (Jordanie),

Beaucoup de T.-O proposent dorénavant une offre inscrite dans une démarche éthique.

d'Angkor (Cambodge) et du Machu Picchu (Pérou), avec l'appui financier des professionnels du secteur touristique. En coopération avec l'OMT, l'UNESCO a aussi programmé deux grandes actions : la "Route de l'esclave", visant à inventorier, préserver et restaurer en Afrique, en Amérique et aux Caraïbes les monuments historiques et les lieux de mémoires liés au trafic transatlantique d'esclaves, et la "Route de la soie", pour raviver les liens culturels unissant historiquement les pays d'Asie centrale.

Au niveau des Etats, notamment ceux du Nord, la politique du tourisme s'intègre désormais de manière plus régulière à l'aménagement du territoire et au développement local.

C'est également dans ces pays qu'une législation plus conforme aux objectifs de développement social a vu le jour. Elle concerne par exemple le droit du travail, les salaires minimaux et les retraites des saisonniers, la protection des zones fragiles et des écosystèmes, les normes de gestion environnementale pour les infrastructures touristiques, etc.

Certaines politiques nationales favorisent plus particulièrement le tourisme social, partie intégrante du tourisme durable, notamment en France, avec les dispositifs de "chèques vacances", de "Bourse solidarité vacances" ou des mesures pour l'accueil des touristes handi-

capés...

Pour ce qui est de l'industrie touristique et des professionnels, plusieurs types d'initiatives volontaires ont été mis en place comme le "Système de Management Environnemental" (SME). Utilisé dans les infrastructures touristiques, surtout dans les hôtels, il vise à la réduction des déchets, de la consommation d'énergie et de l'eau. Des guides pratiques et des manuels ont été réalisés pour identifier les impacts environnementaux et définir les lignes d'action.

Les professionnels ont également développé des indicateurs tels que l'éco-label, fondé sur les critères suivants : une communication environnementale fiable et volontaire pour aider les clients dans leurs choix, l'amélioration des relations fournisseurs-managers pour minimiser les impacts environnementaux et l'amélioration continue dans l'industrie du tourisme. Ainsi, beaucoup de tour-opérateurs proposent dorénavant une offre plus adaptée, inscrite dans une démarche éthique qui souligne la responsabilité du touriste vis-à-vis du lieu et des communautés d'accueil.

Bien que les ONG aient mis du temps à appréhender l'importance de l'industrie touristique (elles exerçaient le plus souvent leurs actions sur des terrains peu propices à cette activité), il convient aujourd'hui de souligner leur rôle important et par-

fois déterminant. Les ONG font avancer l'exigence d'un tourisme éthique et responsable, notamment par leurs actions de lobbying auprès des instances internationales et nationales, leurs participations aux processus de concertations, leurs modélisations destinées aux entreprises touristiques, leurs efforts de formation et d'information des voyageurs. Autres aspects à ne pas négliger, les ONG interviennent activement dans l'organisation ou le soutien aux mouvements qui militent pour la protection des richesses naturelles ou culturelles et la défense des intérêts des communautés locales.

En complément de son rôle informatif, Internet prend aussi une part active dans ce dispositif, en permettant la commercialisation des produits de petites entreprises favorables au tourisme durable et les contacts avec les particuliers. Multipliant ainsi les possibilités d'offres diversifiées en adéquation avec les demandes individuelles ou collectives, Internet ouvre de nouvelles perspectives pour le tourisme alternatif. Ceci est d'autant plus significatif, que selon l'OMT, 15 à 20 % des ventes touristiques devraient passer par le Net, d'ici quatre ou cinq ans.

Rappelons qu'en février 2002, a été lancé un site Internet destiné au développement durable des destinations touristiques européennes. Ce site, situé en Belgique et baptisé Tourism-site, est ouvert aux organisations de tous les pays européens qui peuvent ainsi échanger des expériences, des informations et des suggestions.

2 - LIMITES DE LA DÉMARCHE DU TOURISME DURABLE.

Le soutien apporté par la plupart des acteurs (organismes internationaux, agences gouvernementales, professionnels, ONG, associations, syndi-

cats de l'industrie touristique) au tourisme durable se heurte cependant aux limites inhérentes aux textes, à la spécificité des instruments d'analyse et à l'absence de réel contrôle, notamment en matière de financement.

Si les textes proposent en général une synthèse des principes clefs du développement durable appliqué au tourisme, les acteurs se heurtent le plus souvent aux difficultés de leur mise en œuvre, notamment du fait de leur multiplicité qui entraîne une certaine confusion. De plus, ces textes ne sont pas contraignants.

Les instruments d'analyse du développement durable sont plutôt centrés sur les critères écologiques et insuffisamment sur les systèmes sociaux. Les études sur l'impact socio-culturel et économique du tourisme, ainsi que sur les communautés locales d'accueil, sont relativement peu nombreuses en comparaison de celles relatives aux écosystèmes.

Enfin, en l'absence d'un contrôle indépendant sur la conformité des pratiques avec les normes proposées, il n'est pas aisé de contrôler les dérives et les effets pervers qui peuvent survenir. C'est le cas dans le domaine des éco-labels, où la concurrence entre différents labels composés de normes différentes induit parfois le touriste en erreur.

Comme le souligne, Frédéric Bouin, chercheur associé au CRIDEAU-CNRS INRA à l'université de Limoges : « Aujourd'hui, on assiste à une évolution où l'éthique n'est plus simplement une valeur mais aussi un moyen servant à mettre en avant un produit, comme une qualité supplémentaire. Nous voyons ainsi une profusion de labels et d'éco-labels proclamés ou autoproclamés. Ces labels posent plusieurs questions : faut-il nécessairement

L'éthique est parfois un moyen servant à mettre en avant un produit, comme une qualité en plus.

uniformiser des critères qui ne sont pas forcément aussi pertinents d'un pays à un autre et qui ne tiennent pas compte des conditions particulières du pays et de l'avis des populations ? Ces codes de conduite ne sont pas contrôlés par l'Etat et peuvent donc constituer un leurre... »

Enfin, les faiblesses économique, financière et technique des pays en développement et en transition rend plus difficile, en l'absence d'une aide internationale spécifique, l'application d'un certain nombre de recommandations et de principes. Les transferts financiers dans un cadre international, multilatéral ou bilatéral, liés aux projets touristiques, sont certes très conséquents, mais les conditions de leur attribution restent hétérogènes et pas toujours conformes aux exigences du tourisme durable ; de plus, l'expertise et la formation font également défaut, ce qui nuit à la capacité pour la conception et la mise en œuvre des politiques et des stratégies en faveur d'un tourisme durable.

3 - INDICATEURS DU TOURISME DURABLE.

Qu'ils soient utilisés dans la planification touristique comme éléments aidant à structurer l'analyse et à formuler les stratégies possibles de développement (pour évaluer les fonctionnements et les effets d'une opération), ou pour déterminer un seuil de durabilité des activités et des projets touristiques, les indicateurs sont et demeurent avant tout

des instruments à caractère opérationnel. Leur utilité au pilotage du développement durable du tourisme dépendant bien entendu de la bonne définition des objectifs et de la connaissance des moyens.

Définitions des indicateurs

Il y a plusieurs façons – trois principales – pour définir et organiser les indicateurs : à partir d'une liste d'impacts qui peut être ordonnée par dimension, par typologie ou par zone d'accueil ; ou de définitions d'axes stratégiques poursuivis ; ou de thèmes principaux déclinés par la suite en sous-thèmes.

Parmi les principaux modèles et méthodologies proposés, deux retiennent particulièrement l'attention :

Le modèle de la Banque Mondiale.

L'approche développée par la Banque Mondiale, parue dans un rapport de Lisa Segnestam en octobre 1999, se base sur les quatre indicateurs de performance environnementale suivants :

- Indicateur d'entrée ou de ressources : identifiant et contrôlant les ressources disponibles pour le projet ;
- Indicateur de sortie ou de production : mesurant les biens et les services produits par le projet ;
- Indicateur de résultat : mesurant le résultat immédiat, à court terme, de l'exécution du projet ;
- Indicateur d'impact : recherchant à mesurer les résultats du projet à

Une politique de tourisme durable ne peut plus se faire sans l'utilisation d'indicateurs.

long terme.

Le modèle de l'Organisation Mondiale du Tourisme.

C'est en 1992 qu'un groupe de travail sur le tourisme et l'environnement mandaté par l'OMT a examiné et élaboré un ensemble d'indicateurs de durabilité acceptés internationalement et applicables à l'industrie touristique. Ils évaluent :

- les rapports entre le tourisme et l'environnement en général ;
- les effets des facteurs du milieu sur le tourisme ;
- les effets de l'industrie touristique sur l'environnement.

Indicateurs fondamentaux.

Onze indicateurs fondamentaux du tourisme durable ont été développés ainsi que trois indices composites. Ce sont :

1. Protection du site.
Catégorie de protection du site d'après l'indice de l'UICN.
2. Pression.
Nombre de touristes visitant le site (par an/mois d'affluence maximum).
3. Intensité d'utilisation.
Intensité d'utilisation en période de pointe/personnes.
4. Impact social.
Ratio touristes/résidents (en période de pointe et au fil du temps).
5. Maîtrise du développement.
Existence d'une procédure d'étude de l'environnement ou de véritables contrôles de l'aménagement du site et de la densité d'utilisation.
6. Gestion des déchets.

Pourcentage de traitement des eaux usées du site (des indicateurs supplémentaires peuvent comprendre les limites structurelles d'autres capacités d'infrastructure sur le site, comme l'approvisionnement en eau).

7. Processus de planification.

Existence d'un plan méthodique pour la région de la destination touristique (avec une composante "tourisme").

8. Écosystèmes fragiles.

Nombre d'espèces rares ou en voie de disparition.

9. Satisfaction des consommateurs.

Degré de satisfaction des visiteurs.

10. Satisfaction de la population locale.

Degré de satisfaction de la population locale.

11. Contribution du tourisme à l'économie locale.

Proportion de l'ensemble de l'activité économique due au seul tourisme.

Indices composites.

Capacité de charge : outil de mesure composite d'alerte précoce relatif aux facteurs clés influant sur la capacité du site de supporter différents niveaux de tourisme.

Perturbation du site : outil de mesure composite des niveaux d'impact sur le site (à savoir sur ses particularités naturelles et culturelles sous l'effet des contraintes cumulées du tourisme et d'autres secteurs).

Intérêt : outil de mesure qualitatif des particularités du site qui le rendent attrayant pour le tourisme et qui peuvent changer avec le temps.

La mise en place d'une politique de tourisme durable ne peut plus se faire sans l'utilisation d'indicateurs et l'OMT y aura très certainement contribué d'une manière importante.

ACTEURS

LES ACTEURS ET LEURS IMPLICATIONS DANS L'ÉVOLUTION DU TOURISME DURABLE

Une réelle volonté s'impose de mettre en application les concepts fondamentaux du tourisme durable. Soulignons que l'éco-tourisme (sous-activité du tourisme durable) et toutes les autres formes de tourisme « naturel » sont parmi les secteurs de l'industrie touristique qui affichent la plus forte croissance (entre 7 % et 30 % par an selon les sources des données). C'est pourquoi les initiatives et les prises de position présentées ci-dessous sont à considérer avec intérêt car elles constituent une tendance qui pourrait en partie dessiner le nouveau visage du tourisme international des prochaines années.

1 - LE RÔLE DU TOURISTE : ACTEUR, SPECTATEUR ET CONSOMMATEUR DU TOURISME DURABLE.

Le touriste a un rôle fondamental à jouer.

Peu encline à s'occuper des problèmes de tourisme, l'Église elle-même apporte une certaine attention au rôle indiscutable que peut jouer le touriste, notamment dans ses comportements : « Habitué à sa maison, à sa ville, aux paysages de toujours et aux voix familières, le touriste adapte son regard à d'autres images, apprend de nouveaux mots, admire la diversité d'un monde que personne ne peut jamais saisir complètement. Dans cet effort, il appréciera toujours plus ce qui l'entoure,

prenant davantage conscience qu'il est nécessaire de le protéger ». (Message du Pape Jean Paul II à l'occasion de la XXII^e Journée Mondiale du Tourisme).

Selon Normand Hall, spécialiste en développement touristique, « les touristes sentent de plus en plus une responsabilité dans leur façon de voyager. Il est important, en tant que promoteur, de développer des produits touristiques qui protègent les expressions culturelles locales et encouragent la conservation du milieu. Actuellement, les tendances fortes chez les touristes sont la recherche d'un produit touristique responsable, solidaire et équitable ».

Néanmoins, tout n'est pas aussi simple et éduquer le voyageur n'est pas chose aisée. Le conflit entre le touriste et l'hôte est évident : il naît en partie d'une divergence radicale d'objectif. Le premier se livre à une activité de loisir et le second travaille. Le touriste arrive avec beaucoup d'attentes et, face à lui, de nombreux hôtes n'ont souvent aucune idée de ce à quoi ils doivent s'attendre.

A partir de l'axiome qui veut qu'il n'y ait pas "de bons ou de mauvais touristes" mais seulement des gens mal informés, de nombreux tenants du tourisme durable ont mis en place de véritables chartes de comportement. Il faut prendre acte des efforts qui ont été réalisés par l'ensemble des acteurs touristiques pour informer, voire responsabiliser le touriste au niveau de son comportement vis-à-vis des pays visités et des populations qui les composent. Compte tenu du nombre important de documents en ce domaine, nous n'en citerons que deux qui nous semblent parmi les plus significatifs :

- L'ÉcoRoute de l'information propose un code d'éthique en cinq points, "faisant du voyageur non pas

Voyager avec un esprit d'humilité et un désir véritable de se réunir avec les autochtones.

un simple touriste, mais un véritable éco-touriste" 1. Bien préparer son voyage avant de partir. Privilégier un promoteur d'activités ou une entreprise qui applique un certain code de conduite ou des règles de base visant à minimiser les impacts environnementaux. 2. Respecter les règlements s'appliquant aux zones interdites au public ou réservées à la recherche. Respecter la signalisation. Circuler dans les sentiers balisés. 3. Respecter la faune, la flore et leur habitat. Se déplacer dans le calme afin de ne pas perturber la faune. Se tenir à une distance respectable des animaux pour ne pas les déranger dans leurs activités d'alimentation, les rendre agressifs ou les accoutumer à la présence humaine. Ne pas nourrir les animaux pour ne pas les rendre dépendants de la présence humaine et modifier leur régime alimentaire. Respecter les habitats des animaux et la capacité de support d'un milieu. Ne pas piétiner la flore ou prélever de plantes, parties de plantes et d'arbres. Ne cueillir de petits fruits que pour les consommer sur place. Ne pas acheter d'espèces désignées menacées ou vulnérables ou des produits fabriqués à partir de ces espèces et dont le commerce est interdit par la loi sur les espèces menacées ou vulnérables. 4. Prendre conscience des impacts de nos activités sur l'environnement, s'en informer. Utiliser des moyens de transport adaptés à l'activité pratiquée; privilégier le covoiturage et les transports non polluants.

Maintenir les véhicules motorisés en bon état pour en réduire la pollution. Utiliser des produits durables, biodégradables et renouvelables au lieu de l'aluminium, des sacs de plastique etc... Toujours rapporter ses déchets dans les lieux prévus à cet effet. 5. S'ouvrir sur le monde. Respecter les coutumes et les traditions des gens visités. Être conscient des différences culturelles et les respecter. Être ouvert à l'acquisition de nouvelles connaissances. Être attentif aux besoins des participants aux activités et leur venir en aide si nécessaire. Contribuer au bien-être économique des communautés locales en choisissant leurs produits et leurs services.

- Le Code de l'éthique du centre nord-américain pour un tourisme responsable fait plusieurs suggestions.

Voyagez avec un esprit d'humilité et un désir véritable de se réunir et de parler avec les autochtones.

Rendez-vous compte des sentiments des autres. Ayez du respect et évitez les comportements blessants, en particulier en prenant des photographies.

Cultivez l'habitude de l'écoute active et observer plutôt que simplement entendre et voir. Évitez la tentation "de connaître toutes les réponses".

Rendez-vous compte que d'autres peuvent avoir des concepts de temps et d'attitude qui sont différents et non inférieurs à ceux hérités de votre propre culture.

L'une des clés de la réussite viendra surtout de la prise de conscience du "client-consommateur".

Au lieu de regarder seulement l'exotique, découvrez la richesse d'une culture et d'une façon de vivre différentes.

Apprenez les coutumes locales et respectez-les.

Rappelez-vous que vous êtes seulement un visiteur parmi tant d'autres. Ne vous attendez pas à des privilèges ou à des traitements spéciaux.

En négociant avec les commerçants, rappelez-vous que les plus pauvres peuvent renoncer à un bénéfice plutôt qu'à leur dignité personnelle. Ne tirez pas profit désespérément des pauvres. Payez un prix raisonnable. Tenez les promesses que vous faites aux populations locales, si vous ne pouvez pas tenir vos promesses, ne les faites pas.

Passez du temps chaque jour à réfléchir sur vos expériences afin d'approfondir votre compréhension. Votre enrichissement est-il salutaire pour toutes les personnes impliquées ? Pensez à pourquoi vous voyagez en premier lieu. Si vous voulez vraiment "une maison loin de la maison" pourquoi voyager ?

Si les touristes doivent donc être incités à préparer leur voyage, tant par des dispositions matérielles que par une préparation mentale (notamment se préparer à se comporter d'une manière qui respecte plus encore les hommes et l'environnement), cela vient confirmer, pour les tenants du tourisme durable « qu'aucune accumulation de règlements ne pourra résoudre les problèmes si la conscience de chacun

n'est pas sensibilisée à l'éthique du comportement comme hôte dans un pays étranger ou dans le milieu de vie du voisin. Aucun programme éducatif ne sera efficace si le désir de connaître et de respecter le patrimoine naturel et culturel n'est pas inoculé et profondément enraciné dans chaque citoyen dès sa tendre enfance ».

Il est indéniable que l'une des clés de la réussite de ces nouvelles approches touristiques viendra surtout de la prise de conscience du "client-consommateur" : « Lui seul, par le pouvoir de sa carte de crédit, pourra réellement – à l'instar par exemple de l'agriculture biologique – aider le tourisme, même de grande consommation, à devenir plus responsable pour en préserver l'avenir ».

2 - LES PROFESSIONNELS.

Citons deux exemples significatifs de professionnels suisses, pays en pointe sur la politique de l'environnement, et de trois professionnels français.

- Hotelplan.

En 2001, Hotelplan a renforcé massivement son engagement pour la défense de l'environnement. Pour tout voyage réservé dans le catalogue "Vacances balnéaires d'Hotelplan", cinq francs (suisses) sont prélevés pour alimenter un fonds baptisé "l'Eco-fonds Hotelplan". Cet argent est géré par le comité pour l'environnement d'Hotelplan, jusqu'à

ce qu'une affectation lui soit trouvée. Les sommes ainsi récoltées sont placées sur des fonds d'épargne ou d'autres comptes affectés à des buts de défense de l'environnement.

L'argent de "l'Eco-fonds" sert en priorité à financer des mesures de promotion en faveur d'un tourisme responsable ainsi que des actions de défense de l'environnement déployés par les partenaires d'Hotelplan dans différents lieux de villégiature.

Un autre objectif de ces fonds est l'allocation d'aides financières urgentes lors de catastrophes naturelles. « En introduisant le "franc écologique", Hotelplan veut poursuivre le combat que la société mène déjà depuis plusieurs années pour un tourisme responsable et respectueux de l'environnement ».

- Kuoni.

En créant en mai 2000 un poste à plein temps de préposé à la protection de l'environnement, Kuoni (Suisse) a décidé de jouer un rôle encore plus actif en faveur de l'écologie.

Kuoni souhaite développer les mesures favorables à un tourisme durable et les intégrer dans un programme global. La thématique de l'environnement est ainsi inscrite depuis quelques temps au programme des cours de formation des collaborateurs. Les responsables de la production acquièrent un savoir-faire écologique dont ils peuvent tenir compte au stade de la planification et qu'ils peuvent inclure au niveau de l'achat. Le personnel sur les lieux de destination reçoit par ailleurs des documents et des manuels contribuant à une meilleure compréhension et à un meilleur traitement des questions écologiques.

L'écologie est aussi présente dans le secteur hôtelier de Kuoni. Le tour-opérateur a introduit le label écologique "Green Planet Award" qui a

pour objet de permettre aux clients intéressés de reconnaître les hôtels de vacances balnéaires particulièrement respectueux de l'environnement.

- *Voyages Allibert.*

Depuis 1993, la Fondation Allibert (France) soutient chaque année un projet culturel et écologique dans le domaine d'activité des Voyages Allibert (montagnes et déserts du monde).

Par exemple, installations de serres solaires au Ladakh, opérations au Ladakh-Zankar, programmes en Inde...

- *Atalante.*

Atalante a souhaité rassembler au sein d'une "Charte Ethique du Voyageur" ce qui lui semblait le plus représentatif des comportements ou des attitudes à encourager, à savoir : « Apprendre à découvrir d'autres cultures sans pour autant les juger, faire confiance à son bon sens et garder en tête quelques conseils, tout cela nous apparaît comme le gage d'un beau voyage mais aussi d'un développement durable de notre planète. L'un des attraits du voyage tient à la diversité des peuples et des cultures rencontrés. Or, chaque culture, religion ou mode de vie est soumise à des règles et à des traditions qu'il convient de respecter et de comprendre, plutôt que de juger. Le voyage ne se conçoit pas sans respect et humilité vis-à-vis des personnes, des biens, de la culture et du mode de vie du pays visité. Ce respect se traduit par des attitudes simples, au jour le jour ».

- *Saïga.*

Cette société, lauréate du Challenge du Nouvel Entrepreneur du Tourisme créé par l'APS, propose des "voyages de découverte du patrimoine naturel" et des "séjours éco-solidaires" dans un esprit de découverte active de la nature. Saïga

Le voyage ne se conçoit pas sans respect et humilité vis-à-vis des personnes et de la culture.

est partie prenante dans une démarche éco-touristique, environnementale, éthique et solidaire, s'engageant :

- « à privilégier l'information destinée à des voyageurs actuels ou futurs sur des supports générant peu de gaspillage de matière première. Certains supports ne sont donc pas utilisés tels que les brochures, susceptibles de devenir rapidement obsolètes et, donc, de terminer dans une poubelle de tri sélectif au mieux et dans une poubelle "tous déchets" au pire ».

- « à renoncer à l'édition de brochures et documents commerciaux générant des coûts de réalisation importants (photos en couleur, papier "glacé"...) pour affecter ces coûts à des choix qui nous semblent plus pertinents dont celui d'un papier issu non pas de la filière du papier recyclé (au procédé très friand d'énergie et de produits chimiques) mais d'une gestion durable et équitable de la forêt ».

3 - LES ASSOCIATIONS.

Les Associations qui proposent des produits touristiques dans le cadre d'un programme de développement durable se multiplient. L'édition d'une brochure "Autres Voyages" éditée par l'UNAT et qui présente un peu plus d'une trentaine d'organismes français proposant des voyages "responsables" ou "solidaires", vient confirmer cette tendance. Retenons, entre autres, Croq'Nature, Djembé, Les Amis Tamnougalt, La Route des Sens,

Rencontres au bout du monde, Vivre à Kutumsang en pays Sherpa, etc.

4 - LES INSTITUTIONS ET ORGANISATIONS SOUTENANT LE TOURISME DURABLE.

Si les professionnels demeurent encore timides dans leurs actions, en revanche les Institutions et Organisations participent de plus en plus activement au développement du tourisme durable. En voici quelques-unes parmi les plus significatives ou les plus originales :

- Basée à Genève, la Croix-Verte Internationale est une organisation non gouvernementale œuvrant en faveur de l'environnement et du développement durable. Créée au Sommet de Rio de 1992, elle a été officiellement lancée en 1993, avec Mikhaïl Gorbatchev comme président. Elle peut compter sur une vingtaine d'organisations nationales et cherche à établir un code universel pour la protection de l'environnement (Charte de la Terre). Elle recherche également des méthodes sûres pour traiter les déchets toxiques tout en s'occupant aussi de tourisme durable afin de confier son développement aux populations locales.

- Dante est un réseau qui regroupe pas moins de 17 ONG, toutes impliquées dans des thèmes relatifs à l'environnement et au tourisme. En septembre 2001, le réseau DANTE

Toute personne coupable d'atteintes sexuelles sur un enfant sera poursuivie...

a constitué un groupe de travail dénommé "AG Rio + 10" qui a été chargé d'élaborer une stratégie pour réorienter le développement du tourisme dans le sens d'un développement durable.

Les 10 principes proposés pour Rio+10 se concentrent sur les points suivants :

1. Pauvreté / développement.
2. Climat : transports / énergie.
3. Terre : sols / sécurité alimentaire.
4. Biodiversité.
5. Eau.
6. Dignité humaine – équité pour les sexes.
7. Participation de la société.
8. Consommation et mode de vie.
9. Economie internationale et politique commerciale.
10. Cohérence politique.

- C'est à la fin des années 80 qu'a été soulevée la grave question des enfants, souvent adolescents, parfois très jeunes, qui, dans les zones fragilisées par le tourisme, se livraient à la prostitution pour survivre. Un certain nombre d'ONG, dont l'ECTWT (Ecumenical Coalition on Third World Tourism) lancèrent une étude pour faire le point sur ce drame dans 3 pays : Thaïlande, Philippines et Sri Lanka, régions du monde où la question était particulièrement dramatique.

Suite aux résultats de cette étude constatant que de nombreux pédophiles se rendaient comme touristes dans les pays où la misère et la faim poussaient des enfants à se prosti-

tuer, il fut décidé qu'une campagne mondiale serait lancée sur ce thème, en y associant à la fois les gouvernements, les ONG et les organismes de tourisme.

A la fin de cette campagne de communication, ECPAT fut créée en 1991. Depuis, cette association est devenue un réseau international qui réunit des centaines d'organisations réparties dans près de 50 pays. ECPAT encourage la communauté mondiale à veiller à ce que chaque enfant puisse partout bénéficier de ses droits fondamentaux librement et à l'abri de toutes les formes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Cette organisation a notamment mené, depuis 1994, une campagne d'information en collaboration avec des voyageurs de 83 pays, dont la France. Un des messages diffusés, notamment sur les vols aériens vers des destinations à risque, est des plus simples : « Toute personne coupable d'atteintes sexuelles sur un enfant sera poursuivie sur le lieu du délit ou dans son pays d'origine ».

- Le C.E.F.T.E., (Centre d'Etudes et de Formations aux Techniques Économiques), créé en 1990, est un organisme qui rassemble des chercheurs, des experts et des professionnels dans les domaines du tourisme durable, réhabilitation du patrimoine, développement local et aménagement. Le C.E.F.T.E. est aussi engagé dans des projets de la Commission Européenne, des Ministères Français du Tourisme, de

l'Équipement et de la Culture.

- Le Comité 21 (Comité français pour l'environnement et le développement durable) est né en 1995 dans la droite ligne des engagements de Rio pour contribuer à l'ancrage en France du Tourisme durable. 250 adhérents répartis en 4 collèges (entreprises, collectivités, associations, établissements publics et médias) ont ainsi décidé de lancer un programme destiné à favoriser la mobilisation sur cet enjeu territorial et économique majeur que représente le développement touristique durable.

Ce programme d'actions est réalisé en coordination avec l'Agence Française d'Ingénierie Touristique.

- Conservation International (CI), organisme siégeant à Washington, s'engage envers la préservation de la biodiversité, promeut sa propre mission ainsi que la croissance économique au travers de l'éco-tourisme, c'est-à-dire le tourisme écologique développé au profit des communautés locales. L'approche de CI en matière d'éco-tourisme fonctionne à de multiples niveaux. Une de ses originalités est que les petits entrepreneurs reçoivent une formation commerciale et technique, par exemple pour créer une entreprise de tourisme dans l'optique d'un tourisme durable.

- Administré par une association non gouvernementale de droit français intitulée Plan Bleu pour l'environnement et le développement en Méditerranée, le Plan Bleu est amené à jouer un rôle important de "centre support" de la Commission Méditerranéenne du Développement Durable (CMDD). Le Plan Bleu a contribué, notamment dans le cadre des travaux au Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM) sous l'égide du PNUE, à faire des propositions stratégiques sur l'eau, le tourisme et les indicateurs pour le développe-

ment durable.

- C'est à la suite de l'attentat de Louxor en novembre 1997, que les fondateurs de Tourism For Development, prenant conscience de l'urgence d'associer l'industrie des voyages et les touristes à la lutte contre la misère (en partant du constat que la misère est inévitablement génératrice de violence et donc incompatible avec un développement harmonieux du tourisme), ont créé leur association (initialement baptisée " Tourism Against Misery ").

- L'association Transverses s'adresse aux personnes et organismes qui, concernés par la situation géopolitique du monde et désireux de se montrer responsables, savent que l'activité touristique joue un rôle important dans les relations Nord/Sud. Pour l'Association Transverses, ce rôle est positif s'il contribue à un développement durable et crée des situations de dialogue et de partage entre les accueillants et les accueillis, ou négatif, s'il se fait au bénéfice des uns et au détriment des autres. Transverses est en France membre associé du réseau RITIMO (Réseau d'Information Tiers-Monde) et en Europe du TEN (Tourism European Network).

- Au niveau international, le WWF s'intéresse depuis bon nombre d'années aux activités touristiques dans leur rapport à la conservation de la nature. De nombreux projets de terrain menés par le WWF dans le monde incluent le tourisme durable comme composante (plus ou moins importante selon les cas) pouvant contribuer à l'accomplissement des objectifs de conservation de la nature. Par ailleurs, le WWF mène des activités de sensibilisation et de lobbying pour dénoncer les excès du tourisme de masse et influencer les professionnels de ce secteur, ainsi que les décideurs politiques, dans le sens d'une meilleure réglementation.

Les jeunes apportent énergie et enthousiasme aux nouvelles formes de tourisme.

5 - LES INSTITUTIONS DE FORMATION.

Autre facteur de communication et de développement du tourisme durable : la formation.

Cette formation intervenant essentiellement à deux niveaux : la formation universitaire et les cycles d'information (conférences, conventions, etc.)

La formation universitaire.

Les jeunes (30 % de la population mondiale) sont souvent plus ouverts au changement que les autres groupes qui composent la société. Ils apportent énergie et enthousiasme aux nouvelles formes de tourisme et plus particulièrement à l'éco-tourisme.

Les jeunes constituant plus de 20 % du marché de l'éco-tourisme mondial et représentant un segment de marché important, il est logique que les formations sur le tourisme durable se multiplient au niveau de l'enseignement.

Les cycles de formation (conférences, conventions).

Chaque année colloques, conférences ou conventions se tiennent en France et à l'étranger. Certaines de ces manifestations, très médiatisées, font prendre conscience aux touristes et aux professionnels de l'importance du tourisme durable. C'est en ce sens qu'elles sont d'excellents vecteurs de communication.

Parmi ces innombrables manifestations, nous avons dû procéder à une sélection hétéroclite qui a pour

seule ambition de donner l'aperçu le plus large possible de ce qui est réalisé en ce domaine.

- Les Sommets du Tourism Chamonix Mont-Blanc et les Sommets mondiaux du Tourisme Chamonix Mont-Blanc / Genève.

Ces deux événements, dont la quatrième édition a eu lieu en décembre 2002, confirment toujours davantage leur rôle de laboratoire international des politiques du tourisme durable. Ils réunissent environ 350 participants à Genève et près de 300 à Chamonix, principalement des acteurs de l'économie du tourisme, des représentants des administrations publiques de très nombreux pays et de plusieurs organisations internationales, des scientifiques, ainsi qu'une quarantaine d'éminents spécialistes venus des cinq continents.

- Le Centre International de Droit Comparé de l'Environnement de l'université de Limoges.

Le CRIDEAU a organisé une rencontre internationale à Limoges les 20 et 21 juin 2001. Cette rencontre avait pour objet de réfléchir, dans la perspective du Sommet Mondial des Nations Unies à Johannesburg en 2002 (Rio+10), aux perspectives actuelles de la reconnaissance et de l'application par le Droit, des principes de tourisme éthique et de développement durable.

- Aventure éco-tourisme Québec a organisé en 2001, un Congrès sur "Les défis du tourisme durable". Ce

Le tourisme favorise aussi la découverte, la compréhension et l'amitié entre les peuples.

congrès annuel, regroupant les producteurs en tourisme d'aventure et d'éco-tourisme au Québec, accueillait plus de 175 congressistes.

- Université d'été du tourisme rural de Manosque.

Organisée chaque année depuis 1991, l'Université d'été du tourisme rural est à ce jour, en France, la seule rencontre régulière de tous les réseaux du tourisme rural, avec 200 à 300 participants français et étrangers réunis pendant trois jours (élus, agents de développement, consultants, enseignants et formateurs, responsables associatifs, agents de l'Etat et des collectivités locales, prestataires de services, gestionnaires d'entreprises...)

- Atelier de l'Université du Kent.
En avril 2001, un atelier sur "le Marketing et la Gestion du Tourisme Durable de la Ville" a été organisé par le Canterbury Christ Church University College. Cet atelier avait pour but d'étudier l'importance du tourisme sur l'économie urbaine, ainsi que les problèmes qui en résultent, tout en étudiant les moyens d'assurer une gestion du tourisme dans le cadre d'un avenir durable.

- Conférence de Florence.
En novembre 2001 a été tenue à Florence la première conférence européenne sur le tourisme respectueux de l'environnement à laquelle participaient les régions et villes d'Europe, institutions européennes et Etats membres de l'UE.

- Rencontres Internationales de Paris.

Le Secrétariat d'Etat au Tourisme français a organisé en mars 2002 des Rencontres Internationales du Tourisme basées notamment sur le thème du tourisme éthique et durable. Ces rencontres ont été l'occasion de réunir l'ensemble des acteurs professionnels, ministres du tourisme, organisations internationales qui manifestent la volonté de promouvoir un développement touristique maîtrisé, dans une logique de coopération et de solidarité internationale et dans le respect des règles négociées et acceptées par tous.

- Rencontre des acteurs de la solidarité internationale et du développement.

Du 3 au 7 juillet 2002, s'est déroulée à Rennes la "Rencontre des acteurs de la solidarité internationale et du développement". Dans la perspective du Sommet de la Terre à Johannesburg, cette rencontre a permis à des réseaux et associations très divers de confronter leurs pratiques, leurs points de vue et leurs réflexions pour construire ensemble leur définition du développement durable reposant sur quatre piliers : l'économie, le social, l'écologie, la démocratie.

6 - PERSONNALITÉS ET POLITIQUES.

Nombreuses sont les personnalités, issues des mondes politique, économique, scientifique, associatif ou

touristique... qui prennent position sur l'avenir du Tourisme durable. Voici quelques citations qui démontrent la diversité des différentes approches et conceptions du tourisme durable.

- « Nous nous comportons collectivement comme si nous avions à notre disposition une planète de rechange sur laquelle nous pourrions aller nous installer le moment venu en conservant nos habitudes de vie ». **Jacques Chirac, Président de la République française.**

- « Aujourd'hui, sous les effets conjugués de la mondialisation, des nouvelles technologies de communication, des nouveaux rythmes de travail et de vie et d'une demande sociale de qualité, le tourisme est devenu un domaine transversal, à la croisée de l'économique, du social et de l'environnemental. Cette évolution amène à penser que le rôle de l'Etat vis-à-vis de ce secteur doit s'adapter. Cette adaptation concerne notamment la gestion de notre patrimoine, la qualité de nos équipements, la modernisation de notre accueil. Le tourisme durable, c'est-à-dire un tourisme de qualité, facteur de développement local, soucieux d'équilibre et de diversité, de concertation et de dialogue avec la population locale, est reconnu comme un impératif pour la pérennisation de notre développement touristique. Le tourisme durable, c'est aussi un tourisme imprégné de sens et d'éthique, respectueux des libertés, la lutte contre le tourisme sexuel. Le tourisme favorise aussi la découverte, la compréhension mutuelle, l'échange et l'amitié entre les peuples. Le tourisme peut enfin contribuer à rapprocher les peuples et à favoriser la paix ».

Hun Sen, Premier Ministre du Cambodge.

- « Il ne fait aucun doute que, correctement orienté, le tourisme de-

vient une occasion de dialogue entre les civilisations et les cultures et, en définitive, un service précieux rendu à la paix. La nature même du tourisme comporte certains éléments qui prédisposent à ce dialogue.

A l'occasion de la Journée Mondiale du Tourisme, j'invite tous les croyants à réfléchir sur les aspects positifs et négatifs du tourisme, afin de témoigner de manière efficace de leur foi, dans ce domaine si important de la réalité humaine. Les chrétiens, agents du tourisme ou simples touristes, doivent toujours imprimer à l'activité touristique un esprit évangélique, se souvenant de l'exhortation du Seigneur : Dans toute maison où vous entrez, dites d'abord : Paix à cette maison. S'il y a là un ami de la paix, votre paix ira reposer sur lui, sinon, elle reviendra sur vous (Lc 10, 5-6). Ils doivent être des témoins de la paix et apporter la sérénité à ceux qu'ils rencontrent. »

Jean Paul II.

- « Durable, éthique, propre, vert, solidaire : quel adjectif sied-il le mieux à ce qui devrait être une évidence, à une mouvance qui veut que le voyageur se montre responsable loin de chez lui, que le touriste n'oublie pas les dégâts qu'il peut causer à l'environnement ou aux cultures locales, que le client ne soit pas qu'un consommateur d'exotisme ou de pittoresque? Longtemps, les voyages dits éthiques ont exploré deux champs : lutte contre le tourisme sexuel ou boycott des pays à régime dictatorial. Aujourd'hui, les volontés sont multiples, reflétées par cette prolifération d'étiquettes. Une aubaine aussi pour les tour-opérateurs, petits et grands, en mal d'image dans un marché hyper concurrentiel. En ce qui nous concerne, nous ne parlons jamais de tourisme durable mais avons opté pour un concept de commerce équitable dans le tourisme. C'est une manière d'accepter que tourisme et développement durable soient sou-

Le tourisme durable doit être la préoccupation de toute la profession.

vent antagonistes, mais que le vacancier peut améliorer le quotidien de cette coexistence appelée à durer ».

Christine Plüss, de l'ONG bâloise Tourisme et développement.

MESURES

LES MESURES À PRENDRE EN FAVEUR D'UN DÉVELOPPEMENT DU TOURISME DURABLE

Le tourisme est l'allié naturel du développement durable ; toutes les mesures prises dans ce secteur ne peuvent que mener à une offre plus attrayante pour les touristes, une meilleure qualité de vie pour les populations d'accueil et un développement bénéfique à long terme pour l'industrie touristique.

C'est dans cette optique que nombreux sont ceux (politiques, professionnels, syndicalistes, associatifs, économistes...) qui, même si des progrès peuvent être constatés, souhaitent prôner des mesures plus fortes, plus concrètes, voire plus contraignantes en faveur d'un tourisme durable.

1 - AU NIVEAU ÉCONOMIQUE.

Comme l'ont souligné à juste titre l'OMT et l'ONU, dont nous repreneons ci-dessous, en grande partie, les recommandations, pour que le tourisme durable prenne "sa juste

place", des mesures complémentaires et supplémentaires doivent être prises par l'industrie touristique et la communauté internationale, notamment dans le domaine économique.

- L'industrie touristique et les sociétés de tourisme privées (compagnies aériennes, chaînes hôtelières, organismes de voyages...) ont un rôle essentiel à jouer dans les réalisations des objectifs poursuivis par le tourisme durable ; c'est leur intérêt de préserver les ressources écologiques ou socioculturelles des destinations qu'elles suggèrent à leurs clients. Ces sociétés de tourisme peuvent influencer directement sur la nature des activités touristiques, notamment en modifiant les produits qu'elles proposent et les méthodes qu'elles utilisent.

Il est primordial qu'elles reconnaissent que le tourisme durable n'est pas simplement une caractéristique propre à certains secteurs, comme l'éco-tourisme, mais doit être la préoccupation de toute la profession, toutes orientations commerciales et créneaux d'activités confondus ; qu'elles forment leurs personnels aux principes et pratiques de la gestion du tourisme durable ; qu'elles prennent des mesures au niveau opérationnel, pour réduire le gaspillage, économiser l'énergie et les ressources ; qu'elles utilisent, quand c'est possible, les matériaux locaux et les techniques adaptées aux situations locales ; qu'elles associent à la prise de décisions toutes les par-

Que des ressources soient également fournies pour promouvoir un tourisme de masse plus rationnel.

ties intéressées, le personnel, les partenaires commerciaux, les communautés d'accueil et en particulier les clients ; qu'elles instaurent un véritable partenariat, concret et constructif avec les communautés d'accueil, les gouvernements, les organismes publics, les organisations internationales, les syndicats professionnels, les associations... pour favoriser le développement du tourisme durable.

- Les Pouvoirs publics doivent s'assurer que les activités touristiques sont planifiées et gérées de manière à nuire le moins possible à l'environnement et au tissu social du lieu de destination. Ces précautions permettant, à leur tour, de faire en sorte que les zones de destination continuent à bénéficier des retombées économiques du tourisme.

Les Pouvoirs publics doivent :

- veiller plus à ce que la durabilité du tourisme soit l'objectif de tous les acteurs du tourisme et non pas uniquement l'apanage de secteurs restreints comme l'éco-tourisme ;
- mettre en place des politiques visant à une planification et une gestion rationnelle de manière à en minimiser les effets économiques qui pourraient à terme s'avérer nocifs ;
- adopter un ensemble de réglementations environnementales et, pour certaines, les accompagner de mesures financières ;
- multiplier les initiatives pour encourager les entreprises touristiques à embaucher de la main-

d'œuvre locale, limiter l'emploi d'expatriés et former du personnel sur place pour que les retombées économiques du tourisme bénéficient largement à la population d'accueil ;

- pallier les problèmes de saisonnalité qui influent beaucoup sur l'emploi, en recherchant les moyens d'étaler l'activité touristique plus régulièrement tout au long de l'année ;
- veiller à ce que la formation joue son rôle. Par exemple, à ce que des cours soient proposés dans les établissements d'enseignements traitant, d'une manière générale, des questions de durabilité, voire de tourisme durable.

La communauté internationale, sur le plan économique, a elle aussi un rôle important à jouer, notamment aux niveaux de la fourniture des financements (Banque Mondiale, ONU, PNUD), de la réalisation de projets, d'assistances techniques (Organisation Internationale du Commerce), et, comme le soulignent l'OMT et l'ONU, de conseils et de méthodes de gestion et de planification.

Ces actions doivent plus que jamais être prioritairement axées sur les pays en développement et ceci pour trois raisons :

- l'environnement naturel et socio-culturel de ces pays est généralement moins dégradé que celui des sociétés industrielles ;
- les pays en développement ont gé-

néralement beaucoup de mal à entrer en concurrence avec les pays développés sur le marché mondial du tourisme, notamment au niveau du coût des investissements dans les infrastructures de base des équipements touristiques ;

- suite à des expériences d'éco-tourisme ou de tourisme culturel ayant démontré certaines lacunes, il est nécessaire de planifier, concevoir et gérer ces expériences de façon à en assurer la viabilité et d'en dégager tous les aspects positifs en terme d'environnement ou de démarche socioculturelle.

Pour la communauté internationale, il s'agit donc bien d'aider les gouvernements des pays en développement à trouver les meilleurs moyens en termes économiques pour développer leur tourisme sans mettre en danger leur patrimoine écologique et culturel.

Pour ceci, la communauté internationale devrait développer encore plus ces décisions en faveur du tourisme durable, pour :

- aider à mettre sur pied des techniques pour évaluer l'impact économique, écologique et social du tourisme au niveau national, régional et local ;
- dispenser des conseils concrets aux professionnels du tourisme par le biais de programmes de gestion économique et de responsabilité sociale ;
- œuvrer, en collaboration avec les administrations locales, afin d'établir des directives de planification, des codes de pratiques et des cadres réglementaires visant à promouvoir un tourisme durable viable ;
- faciliter les échanges internationaux d'informations et mettre en place des réseaux qui sensibilisent les opérateurs du secteur touristique au tourisme durable ;
- développer le financement et corriger certaines dérives financières car, même si dans ce domaine, plu-

sieurs filiales de la Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement, le Fonds de l'Environnement Mondial et des institutions financières internationales contribuent déjà à apporter des soutiens aux pays en développement, il est nécessaire que des contrôles plus stricts soient mis en place.

De plus, soulignent certains experts, au lieu de concentrer exclusivement le financement sur le développement de nouvelles formes de tourisme, faire aussi en sorte que des ressources soient également fournies pour promouvoir un tourisme de masse plus rationnel qui puisse être compatible avec les exigences du tourisme durable.

Toujours dans ce domaine du financement, l'OMT, l'ONU et de nombreux gouvernements s'accordent à penser que, pour atteindre l'objectif du développement durable du tourisme, il faut que toutes les parties intéressées opèrent des changements de comportement. Le rôle de la communauté internationale devra donc être de les y encourager et d'aider à définir les solutions les plus judicieuses dans ce domaine. « Pour cela, il faut donc promouvoir un plus large recours aux rachats de créances à des fins écologiques par lesquels des organisations non gouvernementales rachètent aux banques créancières (moyennant une décote) une part de la dette d'un pays en développement, en échange de l'engagement du pays débiteur d'investir une somme équivalente dans les projets de protection de l'environnement. »

D'une manière générale, sur le plan économique, une collaboration plus étroite s'avère donc fondamentale entre les Pouvoirs publics, la communauté internationale, l'industrie touristique et les sociétés de tourisme privées, notamment pour garantir que ces dernières, souvent

La priorité des priorités est de mettre fin aux formes intolérables du travail des enfants.

transnationales, respectent les principes du développement durable en insistant par exemple pour qu'elles transfèrent aux pays d'accueil les technologies, les compétences techniques et les formations appropriées notamment en matière de sensibilisation à l'environnement. Cette collaboration devrait avoir aussi pour effet d'encourager ces sociétés transnationales à employer du personnel local, en particulier au niveau de la direction, et à mettre en place des mécanismes efficaces pour promouvoir la participation des travailleurs et de l'ensemble de la collectivité du pays d'accueil aux prises de décisions.

2 - AU NIVEAU SOCIAL.

L'une des tâches majeures de l'industrie touristique est aussi de favoriser la réalisation des objectifs de développement social en étant davantage respectueuse des normes fondamentales du travail (protection des travailleurs, mise en valeur des ressources humaines, etc.) Même s'il incombe aux Pouvoirs Publics de légiférer dans certains de ces domaines, l'industrie touristique et les organisations internationales y ont également un rôle, non négligeable, à jouer. Voici, entre autres, les recommandations suggérées par l'ONU et l'OMT.

- L'industrie touristique et les sociétés de tourisme privées étant caractérisées par le fait qu'elles emploient une forte proportion de femmes et de jeunes parfois défa-

vorisés, voire victimes de discrimination et d'exploitation sur le lieu de travail, il s'avère que la priorité des priorités dans le domaine social est le renforcement des actions pour mettre fin le plus rapidement possible aux formes intolérables du travail des enfants.

L'industrie touristique doit par ailleurs, compte tenu de l'impact social et culturel de ses activités sur les populations locales, inviter et faciliter la participation des collectivités d'accueil au développement du tourisme, notamment dans les endroits excentrés et très appréciés des nouvelles formes de tourisme.

- Les Pouvoirs publics ont bien entendu eux aussi un rôle important à jouer pour tirer tout le parti possible du tourisme pour la société et lutter contre ses effets nocifs sur le plan social. A cet effet, et selon les préconisations de l'OMT et l'ONU, les pouvoirs publics devraient :

- continuer, comme ils le font déjà, de focaliser leurs actions sur la mise en valeur des ressources humaines, la lutte contre la pauvreté, l'amélioration de la protection sociale et le resserrement des inégalités entre les sexes ;

- agir dans le domaine de l'enseignement. En effet, sur le plan social, l'une des faiblesses du secteur touristique des pays en développement tient au fait qu'ils manquent de cadres supérieurs et qu'ils génèrent des emplois non spécialisés et peu qualifiés. Pour remédier à cette situation, les gouvernements doivent

Accentuer la limitation du tourisme de masse dans certaines régions fragiles sur le plan écologique ou culturel.

prendre des mesures pour développer l'enseignement secondaire professionnel et supérieur, notamment en partenariat avec l'industrie touristique et la société civile permettant de répondre aussi bien aux impératifs du développement social qu'aux besoins particuliers du secteur touristique. Le rôle du touriste, comme nous l'avons observé, n'est pas à négliger, c'est même l'un des facteurs déterminants à la reconnaissance et au développement du tourisme durable ;

- envisager une planification du tourisme se fixant pour objectifs de préserver les legs du passé, le patrimoine et l'intégrité des destinations touristiques et se soucier de respecter les normes sociales et culturelles locales, en particulier dans les communautés autochtones. Les Pouvoirs publics doivent faire des efforts supplémentaires pour contenir la croissance touristique là où elle crée des risques pour les collectivités et les valeurs sociales locales. Les gouvernements, via les collectivités locales, doivent s'employer à mieux définir ce qu'elles ont à offrir, à mieux décider de présenter leur patrimoine culturel et même à engager une réflexion sur les aspects de leur culture qu'elles souhaitent préserver ; quitte comme certains experts le préconisent « si elles le jugent souhaitable, à interdire l'accès de certains sites aux touristes » ;

- veiller à ce que les fonds disponibles pour le développement soient utilisés de façon rentable et efficace. Pour ceci, il convient d'impliquer

étroitement les collectivités locales à la planification, à l'exécution, au suivi et à l'évaluation des politiques, programmes et projets relatifs au tourisme ;

- veiller enfin à ce que le développement touristique se fasse à un rythme approprié pour que les communautés soient en mesure d'y faire face, car de nombreux experts et politiques font remarquer que « l'augmentation trop rapide du nombre de touristes et le libre accès des zones fragiles sur le plan culturel font peser de graves menaces et freinent le développement du tourisme durable ».

- La communauté internationale devrait, en ce qui la concerne, chercher, elle aussi, à encore mieux mobiliser la solidarité internationale pour faire cesser les mauvais traitements et l'exploitation en particulier des femmes, des enfants et des groupes défavorisés qui sont occasionnés par les activités de tourisme. Pour que la communauté internationale soit au service des objectifs de développement social définis dans le cadre d'un tourisme durable, il lui faudra ainsi continuer à prôner et améliorer les bases établies lors du Sommet Mondial pour le Développement Social ainsi que les engagements pris par les pays lors de la déclaration de Copenhague sur le développement social.

3 - AU NIVEAU ENVIRONNEMENTAL. C'est plus qu'une certitude, la croissance soutenue que devrait connaître

l'industrie touristique posera à terme de sérieux problèmes dans le domaine de la protection de l'environnement.

Parallèlement, le marché, en plein essor, de l'éco-tourisme ou tourisme naturel est un sujet de préoccupation, car si elles sont insuffisamment gérées et planifiées, ces formes de tourisme peuvent menacer les régions du monde les plus fragiles écologiquement.

- Les Pouvoirs publics ont la tâche difficile d'encourager le développement du tourisme de telle manière que l'activité touristique produise le maximum de retombées socio-économiques positives et qu'elle favorise la réalisation des objectifs environnementaux, tout en ayant le minimum d'impact négatif sur le milieu naturel. Il s'agit donc, en l'occurrence, de concilier les objectifs de développement viable du tourisme et de protection de l'environnement, en particulier.

Parmi les priorités des Pouvoirs publics, telles qu'envisagées par de nombreux organismes tels l'OMT et l'ONU, ceux-ci devraient en particulier :

- s'assurer que toutes les entreprises touristiques, quels que soient leurs tailles et leurs types d'activité, soient assujetties au respect des règlements et des mesures de protection de l'environnement ;

- accentuer la limitation (voire, pensent certains ONG, l'interdiction) du tourisme de masse dans certaines régions fragiles au point de vue écologique ou culturel. A contrario, les Pouvoirs publics devraient aller plus loin dans leurs encouragements à promouvoir le tourisme là où il peut contribuer à la sauvegarde de l'environnement ;

- renforcer et appliquer plus largement encore le principe "utilisateur-payeur" (cher aux associations écologiques), qui apparaît dans certains

cas être un principe tout à fait approprié dans le contexte touristique ;
- se montrer plus rigoureux au niveau du plan d'occupation des sols en imposant des restrictions en matière de construction, de façon à préserver les littoraux (par exemple, les législations française, espagnole, danoise, égyptienne... qui interdisent de construire à moins d'une certaine distance du littoral) ;

- renforcer l'action du secteur bancaire et de l'assurance en faveur du tourisme durable. Ainsi les banques et les compagnies d'assurances peuvent notamment promouvoir un développement rationnel du tourisme en préconisant l'intégration de critères écologiques et sociaux dans les procédures d'examen des demandes de prêts, d'investissement et de contrat d'assurances. Elles pourraient par ailleurs financer les technologies non polluantes et promouvoir un tourisme durable et viable par des programmes d'incitation ;

- renforcer le soutien et la promotion des initiatives en faveur du tourisme durable. Les récompenses et les distinctions doivent être employées et développées pour encourager le secteur privé à remplir ses obligations à cet égard. Le succès remporté par le programme "Pavillons Bleus" en Europe illustre bien l'utilité concrète de ce type de démarche ;

- instaurer des partenariats entre toutes les parties prenantes et les autorités de l'Etat en encourageant, en soutenant et en favorisant encore plus la participation de tous dans l'aide au développement du tourisme durable.

- La communauté internationale a déjà pris d'importantes initiatives sous forme d'accords internationaux, régionaux, multilatéraux et de directives concernant le développement viable du tourisme durable. Mais ces textes doivent maintenant se traduire par des programmes concrets qu'il appartiendra aux pro-

Encourager les activités touristiques qui utilisent des éco-technologies.

fessionnels du tourisme, aux Pouvoirs publics et à la société civile de mettre en œuvre. Il est particulièrement important, dans la perspective d'un développement écologiquement viable du tourisme, qu'existent des instruments tels que la Convention sur la diversité biologique, la Déclaration de Berlin sur la diversité biologique et le tourisme durable, la Déclaration de Malé sur le tourisme durable, la Déclaration de San José, la Charte du tourisme durable ou le programme Action 21... pour ne citer que les principaux.

La communauté internationale devrait donc, comme le soulignent l'OMT et l'ONU, prendre plus de décisions dans l'optique notamment de :

- définir des normes internationalement reconnues et établir des mécanismes extérieurs de suivi et d'accréditation permettant d'évaluer la durabilité des prestations touristiques ;

- aider les pays en développement, en particulier les pays les moins développés ou en phase de transition économique et les petits Etats insulaires en développement, en apportant à leurs administrations, à tous les niveaux, un appui technique et financier qui les aident à définir des normes d'aménagement du territoire cohérentes et efficaces, des codes de bonne pratique, des dispositifs réglementaires et des mesures en faveur du développement viable du tourisme durable ;

- s'investir de plus en plus dans la coordination et la coopération au niveau international afin de pouvoir réellement traiter les problèmes de l'impact du tourisme sur l'environnement mondial, des questions de biodiversité, des gestions des zones sensibles et d'éco-tourisme ;

- encourager les activités touristiques qui utilisent des éco-technologies pour économiser l'eau et l'énergie, réduire la pollution, traiter les eaux usées, réduire et recycler les déchets ;

- encourager le transfert de techniques, pratiques et outils de gestion écologiquement rationnels et adaptés au secteur du tourisme et informer les gouvernements et les professionnels de l'existence de ces méthodes ;

- assurer un appui en diffusant des informations et en proposant des programmes de développement consacrés notamment aux retombées positives ou négatives du développement du tourisme, à l'utilisation de mesures économiques pour promouvoir le tourisme durable et à la gestion des destinations.

Les premières mesures suite à la Conférence de Johannesburg.

Le plan d'action adopté à la Conférence de Johannesburg prévoit plusieurs échéanciers et objectifs qui, comme l'ont relevé les groupes environnementaux et les ONG, manquent quelque peu de précisions. Les grandes orientations de

Un nouveau défi apparaît en raison de la consommation effrénée des ressources naturelles.

ce plan peuvent être analysées de la façon suivante : d'ici 2015, la moitié des 1,1 milliard d'humains privés d'eau potable et la moitié des 2,4 milliards d'humains sans services sanitaires devraient pouvoir compter sur ces services de base ; le plan d'action prévoit un relèvement de la part des énergies renouvelables dans le bilan énergétique de la planète et définit les conditions qui rendront l'agriculture plus efficace pour satisfaire les énormes besoins prévisibles.

En matière de santé, tous les pays se sont entendus pour lutter contre la pandémie du sida, de la malaria et autres maladies tropicales, et pour relever la qualité des services de santé dans les pays démunis et faciliter leur accès. Deux objectifs chiffrés ont été retenus, la réduction d'ici 2015 de deux tiers du taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans et celle de trois quarts du taux de mortalité des femmes au moment de l'accouchement.

- Enfin, le sommet a convenu de mettre en place un programme-cadre de dix ans afin de modifier les modèles actuels de consommation et de production.

CONCLUSIONS

« En 1969, l'homme marchait sur la lune. Rien ne semblait devoir arrêter l'Humanité vers la prospérité. Pourtant, à l'entrée de ce troisième

millénaire, un nouveau défi apparaît en raison de la consommation effrénée des ressources naturelles ». Ainsi, certains experts auraient tendance à penser que l'on se dirige peu à peu vers la prédiction de l'écrivain américain Paul Bowles qui, en 1911, déclarait : « D'ici à 100 ans, ce ne sera plus la peine de voyager, car le monde est de plus en plus uniforme ».

S'il est vrai que nombre d'opérateurs du tourisme (voyagistes, hôteliers ou communautés locales) ont travaillé au cours des dernières années dans le sens d'un tourisme plus "approprié", plus "adapté" aux problèmes d'environnement et de durabilité (ne serait-ce que pour assurer leur propre avenir) ; s'il est vrai également que de plus en plus de voyageurs, en particulier ceux des pays industrialisés, manifestent leur intérêt pour des formes de tourisme plus respectueuses de l'environnement et du milieu social ; la route, comme nous avons pu le constater au cours de cette étude, est encore longue.

En effet, et il faut l'admettre, cette potentialité n'est pas développée de façon suffisante par manque d'une offre adaptée, et les nouvelles initiatives restent trop souvent limitées à un aspect restreint de l'écologie, sans y inclure la dimension sociale et économique de la durabilité. De plus, presque toutes ces initiatives laissent les habitants des pays du Sud dans un rôle de récepteurs pas-

sifs d'initiatives venues d'ailleurs.

La réorientation du tourisme et des activités de loisirs vers un tourisme responsable et durable a encore de nombreuses difficultés à surmonter pour s'intégrer dans les "us et coutumes" des professionnels comme des touristes. Cette réorientation ne se fera pas sans difficultés et même les "pratiques les meilleures" ne peuvent remplacer une politique volontariste et multisectorielle de tous les acteurs (politiques, professionnels, institutionnels, associatifs, voyageurs...)

Bien que tous les textes visant à instaurer un tourisme éthique et respectueux de l'environnement se heurtent aux valeurs et aux intérêts portés par le système libéral dominant, l'on doit maintenant suivre les récentes décisions prises au sommet de Johannesburg et observer l'application concrète qui en sera faite.

Cependant, il faut se montrer prudent et ne pas tomber dans un optimisme béat. Si maintes résolutions furent adoptées au Sommet de Rio (notamment pour éviter le réchauffement climatique, protéger la biodiversité et arrêter la déforestation), il se résume pour certains à cette simple question : « Le bilan est tellement mince que l'on peut se demander si le monde n'est pas retourné trente ans en arrière, quand l'ONU organisait en 1972 une première rencontre internationale à Stockholm sur ces mêmes questions ».

Le Sommet de Rio a marqué les esprits parce que, avec une belle unanimité, tous les pays du monde y ont affirmé leur adhésion à un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Mais lorsqu'il s'est agi de mettre en musique la belle partition écrite à

Rio, il n'y a plus personne pour l'exécution. Les gouvernements des pays riches rechignent à prendre des mesures écologiques car ils savent qu'elles peuvent heurter les intérêts des lobbies de groupes industriels et financiers comme ceux du nucléaire ou du transport, et entraîner une remise en cause des habitudes de consommation gaspilleuses de leurs populations.

Il est clair que les perspectives de temps de loisirs plus importants rendront les approches plus délicates d'autant que le secteur du tourisme et des loisirs est sans doute l'un des rares, sinon le seul, secteurs économiques en progression, même s'il connaît à l'heure actuelle quelques ralentissements. Les leaders de l'industrie touristique continuent à miser sur la croissance à tout prix, qui a depuis longtemps démontré son incompatibilité avec les objectifs du développement durable et qui expose les initiatives prometteuses en matière de tourisme durable à une concurrence âpre avec les voyages à bas prix et à la lutte pour les parts de marché.

Il faut cependant rester prudent face aux dérives que peut engendrer cette "marche forcée" vers le tourisme durable.

- Première dérive : réserver le tourisme durable à une élite intellectuelle ou financière (car les produits sont souvent plus coûteux que le tourisme classique). Dans son ouvrage intitulé "Enquête sur le tourisme de masse, l'écologie face au territoire", Florence Deprest démontre que, de tous temps, les élites se sont opposées au tourisme de masse, donc au peuple.

- Deuxième dérive : limiter le tourisme durable à un marché de niche. Il est indispensable de dépasser l'étroitesse de marché du tourisme durable car, s'il n'occasionne pas de dégâts sur la population et l'environnement, il ne permet pas, pour le

Le tourisme de masse reste pour beaucoup une véritable manne en terme d'emplois, de revenus.

moment, de contribuer au développement, faute d'un nombre suffisant de clients (à contrario, le tourisme de masse reste pour beaucoup une véritable manne en terme d'emplois, de revenus, de stimulation des activités locales et les dégâts sont considérés comme un moindre mal par rapport à l'absence d'activité, au chômage, à la misère ou à l'émigration forcée).

- Troisième dérive : la récupération du tourisme durable comme simple concept marketing.

Il est facile de se donner bonne conscience en achetant un voyage garanti "tourisme durable". « Le débat est donc ouvert sur l'opportunité ou non de vulgariser le tourisme responsable et durable, de le "marketer" et d'en faire un produit comme un autre. Il est clair que la tentation sera forte pour les acteurs du tourisme de proposer un tourisme saupoudré d'éthique pour répondre à une demande qui promet d'être la tendance forte des décennies à venir. C'est aux citoyens responsables que nous sommes de rester vigilants et de faire preuve de responsabilité et de discernement » souligne Françoise El Alaoui dans son article "Le profil du touriste européen est-il en train de changer".

Pour les professionnels, le Tourisme durable doit être une préoccupation de chaque instant, car il conditionne l'avenir de notre planète.

Annexes, textes et documents.

• **Les 27 principes de la Déclaration de Rio.** En juin 1992, le Sommet de la Terre sur l'environnement et le développement adopte les 27 principes de la déclaration de Rio, les 2500 recommandations de l'Agenda 21, un programme pour le XXI^e siècle (appelé aussi Action 21), les conventions sur la biodiversité, le climat, et un texte sur les forêts.

[Extraits des principes].

L'homme est au centre des préoccupations (1) dans le respect des générations présentes et futures (3). Les Etats, qui doivent coopérer de bonne foi (27), ont le droit souverain d'exploiter leurs ressources sans nuire aux autres Etats (2) qu'ils doivent avertir de toute catastrophe (18) ou activités dangereuses pouvant les affecter (19). La protection de l'environnement est partie intégrante du processus de développement (4), elle est conditionnée par la lutte contre la pauvreté (5) et concerne tous les pays (6), selon des responsabilités communes mais différenciées (7). Les modes de production et de consommation non viables (non durables) doivent être éliminés (8) au profit de ceux qui seraient viables dont la diffusion doit être favorisée (9). Le public doit être impliqué dans les décisions (10) dans le cadre de mesures législatives efficaces (11), économiques en internalisant les coûts grâce au principe pollueur payeur (16), par des études d'impact (17), toutes mesures qui ne doivent pas constituer des barrières injustifiées au commerce

La paix, le développement et la protection de l'environnement sont indissociables.

(12) tout en assurant la responsabilité de ceux qui causent les dommages (13) et en évitant le transfert d'activités polluantes (14). Le principe de précaution (15) doit être mis en oeuvre. Un certain nombre de groupes majeurs ont un rôle particulier à jouer : les femmes (20), les jeunes (21), les communautés locales et autochtones (22). La paix, le développement et la protection de l'environnement sont interdépendants et indissociables (25), les règles d'environnement doivent être respectées en temps de guerre (24) et pour les populations occupées ou opprimées (23). Les différents concernant l'environnement doivent être résolus pacifiquement.

• *La Charte du Tourisme Durable* publiée à l'issue de la Conférence Mondiale du Tourisme Durable, réunie à Lanzarote, les 27 et 28 avril 1995, avait pour objectif de concrétiser dans le domaine du tourisme les impulsions du Sommet de la Terre à Rio.

[Extraits des principes].

1 - Le développement touristique doit reposer sur des critères de durabilité ; il doit être supportable à long terme sur le plan écologique, viable sur le plan économique et équitable sur le plan éthique et social pour les populations locales. **2** - Les incidences du tourisme sur les ressources naturelles, sur la biodiversité et sur la capacité d'assimilation des impacts et des déchets engendrés, doivent rester acceptables. **3** - L'activité touristique doit consi-

dérer ses effets induits sur le patrimoine culturel et sur les éléments, les activités et la dynamique traditionnels de chaque population locale. La reconnaissance de ces facteurs locaux doivent être des points de référence incontournables lors de la conception des stratégies touristiques. **6** - Les critères de qualité (doivent être) définis de manière conjointe avec les populations locales **7** - Le tourisme doit se baser sur l'éventail de possibilités qu'offre l'économie locale. Les activités touristiques doivent pleinement s'intégrer dans l'économie locale. **8** - Toute option de développement touristique doit avoir une incidence effective sur l'amélioration de la qualité de vie de la population, et contribuer à l'enrichissement socio-culturel de chaque destination. **9** - Les gouvernements et les autorités compétentes doivent entreprendre des actions de planification intégrées du développement touristique en partenariat avec les ONG et les populations locales. **10** - Il est urgent que soient mises en place des mesures permettant un partage plus équitable des bénéfices et des charges engendrés par le tourisme. Cela implique un changement dans les modèles de consommation et l'intégration des coûts environnementaux. **11** - Les régions vulnérables du point de vue de l'environnement et de la culture, doivent être considérées comme prioritaires. Les régions particulièrement dégradées par des modèles touristiques obsolètes doivent aussi faire l'objet d'une

attention particulière. **12** - Le rôle et les effets sur l'environnement du transport lié au tourisme doivent faire l'objet d'une attention particulière.

• *Le Code mondial d'éthique du tourisme.*

Depuis les années 90, plusieurs codes ont été définis dont Le Code mondial d'éthique du tourisme qui, tel que présenté par Francesco Frangialli, Secrétaire général de l'Organisation Mondiale du Tourisme « constitue un cadre de référence pour le développement rationnel et durable du tourisme mondial à l'aube du nouveau millénaire. Il s'inspire de nombreux codes professionnels et déclarations analogues qui l'ont précédé et il y ajoute de nouvelles idées qui reflètent notre société en mutation de la fin du XX^e siècle. Le tourisme international devant presque tripler, selon les prévisions, au cours des vingt prochaines années, les Membres de l'Organisation Mondiale du Tourisme sont convaincus que le Code mondial d'éthique du tourisme est nécessaire pour essayer de réduire au minimum les effets négatifs du tourisme sur l'environnement et le patrimoine culturel et, en même temps, d'en maximiser les avantages pour les habitants des destinations touristiques ».

Concernant ce Code Mondial d'Ethique du Tourisme, qui doit maintenant être mieux connu et surtout appliqué, relevons les propos de Jacques Bruhnes, ancien Secrétaire d'Etat au Tourisme, pour qui, « il est nécessaire de promouvoir les actions de sensibilisation au tourisme éthique vis-à-vis des acteurs publics et privés, comme des touristes eux-mêmes. Nous devons tous y contribuer, ministres, professionnels, associations, chacun à son niveau. Mais les politiques publiques et privées doivent y concourir notamment par le développement

de l'enseignement et de la formation professionnelle sur le tourisme durable. La France s'y engage ».

Le code comprend neuf articles définissant les "règles du jeu" pour les destinations, les gouvernements, les promoteurs, les voyagistes, les agents de voyages, les travailleurs du secteur et les touristes eux-mêmes. Le dixième article traite du règlement des litiges en prévoyant un mécanisme d'application, ce qui est une première dans ce genre de code. Il s'agit d'une procédure de conciliation impliquant la création d'un Comité mondial d'éthique du tourisme composé de représentants de chaque région de la planète et de chacune des parties prenantes du secteur du tourisme (gouvernements, secteur privé, travailleurs et organisations non gouvernementales).

Rappelons que la France, qui s'est beaucoup investie dans l'élaboration du Code mondial d'éthique du tourisme, adopté lors de la dernière assemblée générale de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), a souhaité le faire vivre sur son territoire en l'inscrivant au cœur de sa propre politique du tourisme. Pour le traduire en droit français, le Secrétariat d'État au Tourisme s'est attaché dans un premier temps à diffuser largement le Code Mondial d'éthique auprès des professionnels et des diverses organisations concernées. Dans un second temps, il s'est attaché à l'intégrer dans l'élaboration des textes législatifs et réglementaires.

• *Charte Nationale d'Éthique du Tourisme.*

Cette charte, présentée à l'occasion du salon Top Résa à Deauville en septembre 2000, a été signée par de nombreux professionnels du tourisme sur les bases suivantes :

« Pour un tourisme mondial, équitable, responsable et durable, les professionnels signataires s'engagent à respecter les principes du Code

Les professionnels s'engagent à réaliser des produits s'intégrant dans un tourisme durable.

Mondial Éthique du Tourisme et à appliquer la Charte d'Éthique du Tourisme.

Principes : La possibilité d'accéder, directement et personnellement, à la découverte des richesses de la planète constitue un droit également ouvert à tous les habitants du monde. Elle repose sur la liberté des déplacements touristiques. La présente charte doit favoriser l'exercice de ce droit au tourisme qui repose sur les principes qui s'exercent dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Engagements : Les professionnels, en tant qu'acteurs touristiques, expriment la volonté de contribuer au développement de l'éthique dans le tourisme et de privilégier un tourisme respectueux des équilibres écologiques, économiques et socio-culturels. A ce titre, les professionnels signataires s'engagent à mettre en œuvre les actions suivantes :

- Réaliser des produits touristiques s'intégrant dans un tourisme durable qui repose notamment sur la sauvegarde de l'environnement et des ressources naturelles, la protection du patrimoine naturel, la sauvegarde du patrimoine culturel de l'Humanité et des cultures traditionnelles, l'intégration urbanistique et architecturale.

- Associer les pays d'accueil et leurs populations locales aux activités touristiques afin de leur permettre de bénéficier des retombées économiques favorisant le développement et leur qualité de vie.

- Conduire les activités touristiques

en harmonie avec les spécificités et traditions des régions et pays d'accueil.

- Favoriser le développement et la qualification des emplois des personnels salariés et indépendants par l'accès à une formation adaptée, initiale et continue pour les personnels de l'industrie touristique et par le respect des droits fondamentaux des personnels de l'industrie touristique.

- Respecter l'égalité des hommes et des femmes, protéger les droits des enfants et des groupes les plus vulnérables et lutter contre l'exploitation des êtres humains sous toutes ses formes, notamment sexuelle.

- Fournir aux touristes une information objective et sincère sur les lieux de destination, les conditions de voyage et se préoccuper en coopération avec les autorités publiques de la sécurité des voyageurs, de leur protection sanitaire et alimentaire.

De plus, les professionnels, en tant qu'acteurs de développement touristique, s'engagent à faciliter la mise en œuvre des principes ci-dessus par les pays et communautés d'accueil ainsi que par les touristes et visiteurs.

- Les communautés d'accueil et les acteurs professionnels locaux doivent apprendre à connaître et à respecter les touristes.

- Les touristes et visiteurs doivent s'informer sur les caractéristiques des pays qu'ils s'appêtent à visiter, adopter des comportements de nature à minimiser tous risques inhérents à leurs déplacements, et respecter les populations d'accueil.

Les touristes et visiteurs doivent être des acteurs d'une nouvelle citoyenneté de l'Humanité.

- Les touristes et visiteurs doivent être des acteurs d'une nouvelle citoyenneté de l'Humanité et contribuer ainsi au développement économique, à la paix et à l'entente entre toutes les nations du monde. L'application de la charte donnera lieu à la délivrance du label "tourisme et éthique" aux entreprises et territoires qui en font la demande.

• *L'Agenda 21 pour l'industrie du tourisme et du voyage*, défini en 1996, est la transposition au secteur du tourisme de la déclaration de Rio en juillet 1992 sur l'Environnement et le Développement signée par 178 Etats membres des Nations Unies. L'Agenda 21, document final du Premier Sommet de la Terre, est, comme on peut l'imaginer, un énorme document, adressé à la fois aux gouvernements et élus locaux qui planifient le développement ainsi qu'aux acteurs de terrain qui le mettent en œuvre.

• Exemple d'élaboration d'un programme de développement durable. Dans l'élaboration de programmes de développement durable, il est certain que le tourisme possède un intérêt évident à protéger les ressources naturelles et culturelles puisqu'elles constituent le cœur de son activité et qu'il est en mesure de le faire.

Pour pouvoir utiliser cette capacité et mettre en œuvre des développements à long terme, il est néanmoins nécessaire d'obtenir la concertation des différents paliers de gouverne-

ment (locaux, régionaux) et de toutes les branches de l'industrie. Les Pouvoirs publics peuvent ici jouer un rôle crucial en adoptant des politiques, des normes et des mesures d'encouragement pour un développement du tourisme durable. En ce qui concerne les ministères, l'administration du tourisme national et les organismes qui représentent le commerce, l'objectif essentiel consiste à mettre en place des procédures et des structures aptes à placer les questions de préservation au centre du processus de prise de décision et à identifier les mesures nécessaires à l'instauration effective d'un tourisme de préservation.

Dans cette démarche d'élaboration d'un programme de développement durable, il ne faut pas perdre de vue que les buts poursuivis s'orientent vers la conservation et la préservation des ressources naturelles et du patrimoine culturel qui sont un problème aussi bien mondial que local. Pour que le tourisme soit durable, il faut mettre en avant des politiques qui visent trois objectifs spécifiques:

- l'amélioration de la qualité de l'expérience touristique vécue par les touristes;
- la maximisation de l'efficacité de gestion de l'environnement ;
- la conservation de l'environnement naturel et créé par l'homme pour les générations futures.

• *Les macro-techniques d'un développement durable.*

Un ensemble de macro-techniques peut être utilisé pour soutenir un dé-

veloppement de tourisme durable. Les Pouvoirs publics peuvent ici jouer un rôle crucial en adoptant des politiques, des normes et des mesures d'encouragement visant l'instauration d'un tourisme de préservation qui doit être au centre du processus de prise de décision. L'agenda 21 pour l'industrie du tourisme et des voyages, issu de la conférence des Nations Unies sur l'environnement, tenue à Rio de Janeiro en 1992, identifie neuf priorités pour le développement d'un tourisme durable (priorités qui concernent tant l'évaluation des capacités économiques, que les effets d'un développement durable et les conditions de succès).

Les neuf priorités qui nécessitent une prise de décision sont:

- ❖ Évaluation de la capacité du cadre actuel des règles de l'économie et de la volonté à réaliser un tourisme de préservation.
- ❖ Évaluation des conséquences économiques, sociales, culturelles et environnementales des activités de l'organisation.
- ❖ Formation, éducation et prise de conscience publique.
- ❖ Planification du développement du tourisme de préservation.
- ❖ Développement.
- ❖ Facilitation de l'échange, entre les pays développés et les pays en développement, d'informations, de compétences et de technologies touchant le tourisme de préservation.
- ❖ Encouragement de la participation de tous les secteurs de la société.
- ❖ Conception de nouveaux produits touristiques dont la préservation est le principal objectif.
- ❖ Évaluation des progrès accomplis en terme de développement de la préservation.

Les micro-techniques d'un développement durable.

Dans leur large éventail de préoccupations, les concepteurs de l'Agenda 21 pour l'industrie du tou-

risme et des voyages, n'ont pas omis de désigner un nombre de micro-techniques (ou lignes directrices) concernant les entreprises et le développement durable. Les auteurs du document ont ainsi identifié dix priorités qui nécessitent la prise de mesures immédiates.

- ❖ la minimisation, la réduction et le recyclage des déchets ;
- ❖ la conservation et la gestion de l'énergie ;
- ❖ la gestion des ressources en eau potable ;
- ❖ le traitement et la gestion des eaux usées ;
- ❖ le contrôle et l'élimination des substances dangereuses ;
- ❖ la gestion des transports ;
- ❖ la planification et la gestion dans l'utilisation des sols ;
- v la prise de conscience des employés, des clients et des différentes communautés aux problèmes environnementaux ;
- ❖ la sensibilisation aux méthodes de préservation ;
- ❖ l'instauration de partenariats pour développer la préservation.

• *Un exemple d'application : Freiner le surtourisme à Calvia (Majorque - Espagne).*

Dans l'archipel des Baléares, le tourisme de masse a été initié dans les années 60 et la frange littorale a parfois été urbanisée à tel point qu'il existe aujourd'hui un réel problème d'attractivité de ces îles au moment même où la clientèle touristique est à la recherche de "qualitatif". Un tournant salutaire des mentalités et des politiques publiques a été entrepris dans les années 90. Cela s'est traduit par un ensemble de dispositions législatives et réglementaires prises aux niveaux national et régional, et par une détermination des acteurs locaux à changer de modèle de développement en s'inspirant des concepts de l'Agenda 21. Symbole de cette prise de conscience, la municipalité de Calvia (ainsi que l'Etat et la Région) est devenue, avec son

L'une des caractéristiques du tourisme de masse est sa forte concentration au cours des mois d'été.

Agenda 21 local et la Conférence organisée en 1997 sur le tourisme durable, une référence en la matière.

Rappel du contexte.

L'activité touristique a commencé dans les îles au début du XX^e siècle mais c'est dans les années 60 qu'elle se transforme en principal secteur économique avec l'arrivée du tourisme de masse. 60 % du PIB provient directement ou indirectement du secteur touristique. Les Baléares accueillent déjà en 1994 près de 11 % de la totalité des touristes en Méditerranée.

L'influence des tour-opérateurs est fondamentale pour comprendre le développement du tourisme de masse ou du "tourisme soleil et plage" aux Baléares. 93 % des touristes arrivent à l'aéroport avec les vols charters dont 68 % en provenance d'Allemagne et d'Angleterre. Comme partout en Méditerranée, l'une des caractéristiques du tourisme de masse est sa forte concentration au cours des mois d'été (plus de 80 % des touristes arrivent entre mai et octobre).

Cette croissance accélérée du tourisme a ainsi totalement transformé l'économie des îles, reléguant les autres secteurs, et surtout celui de l'agriculture, à une position secondaire.

Quelques impacts du tourisme de masse sur l'environnement sont à relever :

- urbanisation intensive (30 % de la côte est urbanisée) ;
- dégradation des dunes, érosion cô-

tière et régression des herbiers de posidonies ;

- excès de consommation en eau avec pour conséquence, la salinisation des aquifères et le recours à des bateaux-citernes pour l'approvisionnement ;
- augmentation de la production de résidus solides (un touriste produit deux fois plus de résidus qu'un résident) ;
- contamination esthétique des paysages (aspect le plus important aux yeux des touristes).

Pour la préservation d'un paysage de qualité et des ressources non renouvelables, plusieurs solutions ont été proposées, notamment des actions législatives, économiques et sociales ont été prises dès les années 80 au niveau national et régional afin d'améliorer la situation environnementale aux îles Baléares.

Rassembler les opinions des différents acteurs (hôteliers, syndicats, ONG, tour-opérateurs, administrations...) constituait également l'un des facteurs décisifs de l'Agenda local. Plusieurs systèmes de participation ont été envisagés à cet égard, tels que : le Forum des citoyens, des Commissions spéciales, le vote et la consultation du public... la stratégie de l'Agenda 21 local s'appuyant plus spécialement sur le volontariat le plus large possible de la population.

Les résultats.

L'Espagne doit retrouver un tourisme de qualité dans les services perdu au profit d'un tourisme de masse.

L'agenda 21 local a permis :

- d'améliorer la planification et d'embellir la zone touristique ;
- de mettre en œuvre le projet " Réhabilitation de l'environnement des espaces côtiers " afin d'obtenir un tourisme d'excellence à Calvia ;
- une modernisation des trois stations d'épuration de Calvia ;
- la réalisation d'un projet pilote de rénovation des carrières ;
- un moratoire pour 5 années de travaux importants sur le littoral ainsi que des infrastructures routières à fort impact environnemental ;
- 1350 ha de terrains à construire ont été déclassés afin de les protéger de l'urbanisation.

On notera également trois points importants :

- la stabilisation sur 10 ans de la consommation d'eau potable au niveau de l'année 1997 ;
- l'élaboration d'un plan local d'économie d'énergie ;
- l'incitation à économiser, à recycler et à réutiliser les déchets solides en établissant des objectifs de séparation des déchets à court, moyen et long terme.

Les enseignements à tirer de cette expérience.

Les autorités des Iles Baléares ont parfaitement compris qu'un autre modèle de développement touristique était nécessaire pour préserver un capital naturel déjà fortement dégradé par le tourisme de masse et qui demeure aujourd'hui, plus que jamais, le facteur principal d'attrac-

tivité de l'archipel.

Cette prise de conscience s'est traduite sur les plans national et régional par des nouvelles législations intégrant les concepts de développement durable et, sur le plan local, par l'adoption d'Agendas 21 locaux tels que celui de Calvia.

En conclusion de cette opération, on est passé d'une logique quantitative, de court terme, de consommation d'espaces naturels sans préoccupation de l'avenir, à une logique qualitative, de long terme, de réhabilitation et d'utilisation durable des ressources naturelles. Le cas de Calvia pourrait servir d'exemple à d'autres stations touristiques méditerranéennes qui font parfois face aujourd'hui à une trop grande poussée touristique et qui ne souhaitent pas répéter des pratiques non durables.

Olga Santos Ortega représentant des hôteliers de région de Girone résumait parfaitement les enjeux qui s'ouvrent en ce domaine face à la baisse du tourisme en Espagne lors de la saison 2002 : « Cette baisse est à prendre comme un avertissement. L'Espagne doit retrouver un tourisme de qualité dans les services perdu au profit d'un tourisme de masse » !

SOURCES.

Revue Touriscopie ; Observateur Cetelem, Etude Fleishman-Hillard et IPSOS sur le consommateur ; Consumer International, Développement du Tourisme Durable (Rapport du Conseil Economique et Social des Nations Unies ; Rapports de l'Organisation Mondiale du Tourisme sur les données du tourisme international ; Etude "Tourisme Horizon 2020 Vision" ; Rapports de la Commission du Développement Durable du Conseil Economique et Social de l'ONU ; Rapport de la Commission éco-tourisme de l'Union Internationale pour la Préservation de la Nature ; Société Internationale de l'Eco Tourisme ; Union Mondiale pour la Conservation ; ATTAC ; Association Transverses ; Rencontres Internationales de Paris ; Alternatives Economiques ; Programme des Nations Unies pour l'Environnement ; Environmental for Tourism ; WWTC, Banque Mondiale, Organisation Mondiale du Travail ; Travaux de la Commission Européenne ; Travaux de la Conférence de Rio ; Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Rio 1992) ; FUA AV ; Déclaration de Copenhague.